This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

DK437
R3
STANFORD
LIBRARIES

MÉMOIRES

SUR

LA POLOGNE.

LE MARQUIS WIELOPOLSKI

ET LES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT RUSSE EN POLOGNE

PAR

LE COMTE ROGER RACZYNSKI.

DEUX PORTRAITS DE LA POLOGNE CONTEMPORAINE.

LE COMTE ANDRÉ ZAMOYSKI ET LE MARQUIS WIELOPOLSKI.

PAR

CH. DE MAZADE.

LIBRAIRIE B. BEHR (E. BOCK).

BERLIN,
27, UNTER DEN LINDEN.

POSEN,
21, WILHELMS-STRASSE.

1863.

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

MÉMOIRES

SUR LA POLOGNE.

MÉMOIRES

SUR

LA POLOGNE.

LE MARQUIS WIELOPOLSKI

ET LES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT RUSSE EN POLOGNE

PAR

LE COMTE ROGER RACZYNSKI.

DEUX PORTRAITS DE LA POLOGNE CONTEMPORAINE.

LE COMTE ANDRÉ ZAMOYSKI ET LE MARQUIS WIELOPOLSKI.

PAR

CH. DE MAZADE.

LIBRAIRIE B. BEHR (E. BOCK).

BERLIN, 27, UNTER DEN LINDEN. | **POSEN,** 21, WILHELMS-STRASSE.

1863.

LE

MARQUIS WIELOPOLSKI

ET LES

RÉFORMES DU GOUVERNEMENT RUSSE

EN POLOGNE.

La tentative d'une conciliation entre la Russie et la Pologne faite par le grand-duc Constantin et le marquis Wielopolski, est-elle un hasard, un caprice de prince, ou bien est-elle l'expression raisonnée d'une tendance sérieuse? Telle est la question que nous voudrions éclaircir en exposant la conduite politique du marquis Wielopolski, actuellement premier ministre du grand-duc Constantin à Varsovie. Si la pensée qui a inspiré cet homme d'Etat pouvait se continuer et se développer par des moyens honnêtes assez largement pour amener une transaction loyale entre les deux peuples slaves, elle exercerait, sans aucun doute, une grande iufluence sur les affaires d'Orient, sur les alliances et sur l'équilibre des forces en l'Europe.

Ces tentatives ne sont pas sans précédents. Cinquante années se sont écoulées depuis que l'empereur Alexandre I. accueillait les projets et les plans du prince Adam Czartoryski, qui ne tendaient à rien moins qu'à une sorte d'expiation pour la mortelle blessure des partages. Malheureusement, les tendances de ce noble esprit étaient trop en dehors du courant des intérêts passionnés du moment pour

qu'elles pussent produire les heureux effets qu'on était en droit de s'en promettre. L'influence du prince fut irrésistiblement emportée par le grand mouvement de la réaction que fortifiaient encore des résistances, d'ailleurs assez légitimes, contre les ambitions conquérantes de Napoléon. L'intérêt de la Sainte-Alliance parut tellement décisif et tellement supérieur à tous les autres, que les dernières conséquences des concessions de l'empereur Alexandre au prince Adam Czartoryski lui furent sacrifiées.

Il convenait au prince Czartoryski, qui descendait en ligne légitime et directe des anciens souverains de la Lithuanie, de proposer à la méditation et à la conscience de son impérial ami le grand exemple de l'union de la Lithuanie et de la Pologne. Ce souvenir, qui est la gloire la plus pure de l'ancienne histoire polonaise, était fait pour devenir l'idée-mère sur laquelle l'homme d'Etat et le véritable homme de bien pouvait modeler toutes ses pensées. Cependant les événements de 1813 et 1814 forcèrent pour ainsi dire l'empereur Alexandre à restreindre tout le droit de la Pologne aux limites du traité de Vienne. Il fut réduit à faire trop ou trop peu pour ce pays; il fit trop en donnant à une partie de la Pologne une armée et des chambres sans donner aucune liberté à la Russie. Il fit trop peu en conservant le régime de la conquête dans les provinces polonaises annexées à l'empire; trop peu surtout en n'employant pas une si belle armée à effacer l'œuvre inique des partages.

La restauration et la réaction de 1815 rachetaient en France les défauts de leur origine par les progrès de la liberté publique. Mais il n'en était pas de même en Pologne, ni même en Russie, où les intérêts les plus essentiels de l'empire et des deux nations étaient sacrifiés aux intérêts et aux préjugés de l'ancien régime. Ainsi, la Russie, qui a tant besoin d'industrie, de science et de progrès, a subi, sous le régime de l'empereur Nicolas, l'effort

d'une politique de contre-sens qui la faisait rétrograder dans ses voies. L'empereur Nicolas fut le premier des souverains de ce vaste empire, depuis Pierre le Grand, qui ait travaillé à faire reculer ou à arrêter la civilisation de son peuple. On le vit abandonner toute la grande politique de sa maison pour adopter les superstitions des vaincus de l'Occident.

Le prince Adam Czartoryski resta fidèle à l'empereur Alexandre jusque dans ces moments suprêmes où les armes polonaises se pressaient à la suite du drapeau français. Il fallut tout le mépris que l'empereur Nicolas I. faisait des idées et des engagements de son noble prédécesseur pour jeter le prince Adam dans l'opposition et lui faire suivre, par devoir et sans illusion, la fortune désespérée de la nation pendant la prise d'armes de 1830.

On pouvait croire que la tentative de l'empereur Alexandre et du prince Adam était désormais abandonnée sans retour, lorsque le marquis Wielopolski sut relever et reprendre un fil qui semblait brisé.

La situation générale du monde est plus propice, mais aussi l'exaspération causée par cinquante années de lutte a fortifié les haines. M. Wielopolski a eu besoin de conquérir, au prix des plus grands efforts, la position qu'il occupe, tandis que le prince Adam se trouvait tout naturellement porté à sa grande situation. En comparant l'action et la politique du marquis Wielopolski à celle du prince Adam Czartoryski, nous n'avons garde de méconnaître les profondes différences qui se trouvent entre ces deux hommes. Pour rien au monde nous ne voudrions manquer au respect profond que nous devons au prince Adam Czartoryski, qu'une vie de constance, de dévouement et une fidélité éprouvée avait pour ainsi dire dépouillé de toutes les passions. Les années et les expériences amères ne lui avaient donné qu'une faiblesse, celle d'une charité peut-être excessive. Le prince avait encore cette noblesse de la bonté qui ne se

rencontre avec toute sa grâce que chez les hommes d'une très haute naissance, lorsqu'ils sont animés par le pur amour des hommes, et que, libres de toute susceptibilité vaniteuse, ils savent garder la simplicité de leur cœur au faîte même des grandeurs et de la puissance.

Il est impossible de s'éloigner plus d'un pareil modèle que ne le fait le marquis Wielopolski. Ce dernier est aussi personnel que le prince était prompt à s'oublier; il semble exclusivement préoccupé de son importance. Nous avons déjà dit que M. Wielopolski a été obligé à de grands efforts pour conquérir sa position actuelle; sa haute naissance ne paraît pas atténuer en lui le vif désir de s'y maintenir, pareil à ces personnages de la Restauration de 1815 qui réunissaient, dit-on, la morgue du patricien à l'orgueil des parvenus, et qui n'étaient pas moins jaloux des grandeurs présentes que fiers des titres du passé.

La position sociale et les relations de famille du marquis Wielopolski ont exercé une trop grande influence sur le développement de son caractère et de ses idées pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en parler ici. M. Wielopolski est issu d'une race ancienne connue dans l'histoire; il porte le titre de marquis Mysrkowski, du nom d'une famille éteinte dont l'héritage a passé dans sa maison. Ce titre est très rare en Pologne et en Russie, nous croyons même qu'il est unique. Ce qui est plus grave et a exercé une influence réelle sur sa destinée, c'est que M. Wielopolski a hérité de ce chef de l'un des rares majorats qui existent en Pologne, où ces institutions étaient très mal vues. Le marquis trouva fort compromise la fortune de toute sa famille, dont presque tous les membres s'étaient laissé ruiner par faiblesse ou s'étaient ruinés par le désordre. Le majorat lui-même avait été engagé, endetté ou vendu au milieu des bouleversements politiques et de la confusion des lois qui s'en était suivie. Le marquis, héritant tout jeune de ces déplorables affaires, avait le cœur trop ferme et

trop haut pour ne pas se révolter contre tant d'incurie. Il demanda l'annulation des ventes illégales, tout en offrant aux acheteurs le remboursement de leur prix d'achat. Il entama ainsi une foule de procès qu'il voulut conduire lui-même. Dans ces luttes judiciaires, M. Wielopolski devint un légiste consommé. En même temps, comme l'opinion libérale du temps lui était excessivement opposée, il s'habituait à ce mépris des opinions du vulgaire qui devait bronzer son âme pour de plus difficiles résistances. Devant la ruine et l'abaissement, suite de la faiblesse de tous les siens, il a cru à son droit, ce qui est le premier principe de toute force sociale. Il paraîtrait qu'au point de vue légal, les prétentions du marquis n'étaient pas sans fondement, car il gagna tous ses procès avant la fatale époque de 1830. Vivant avec la sévérité d'un patricien romain, il finit par atteindre en partie le but de son ambition privée, qui consistait à racheter les biens de sa famille et à reconsituer son majorat. M. Wielopolski prit part à l'insurrection de 1830, et après avoir été envoyé en mission à Londres, il assista à l'agonie du gouvernement insurrectionnel. Le sentiment décisif qu'il emporta de cette grande épreuve ne fut peut-être qu'une nuance de mépris à peu près égale pour la faiblesse des honnêtes gens et pour la folie des exaltés.

Un des traits caractéristiques du marquis Wielopolski, c'est d'avoir recherché les procès éclatants qu'il savait passionner par sa parole. Dans l'absence de toute tribune politique il trouvait ainsi un moyen de parler au pays. Il avouait, dit-on, lui-même avoir intenté un jour un procès à un journal très connu, uniquement parce qu'il n'avait pas trouvé d'autre moyen d'exposer ses idées d'une manière retentissante. Sa ténacité était factieuse, sa parole était emphatique et superbe. Sigismond Krasinski le poète s'écriait, après avoir entendu un de ses plaidoyers hautains: »Voilà bien Nabuchodonosor trois jours avant que d'aller

au pâturage.« Le même homme fut plus tard appelé le marquis de Merimac, et la jeunesse des écoles le comparaît au taureau Apis, indiquant, avec la finesse d'observation qui lui est propre, le manque de souplesse et la fougue tenace, ainsi qu'une pensée élevée, une *mens divinior*, accouplée à un caractère excessif. C'était enfin un homme considérable et connu; mais il n'avait encore aucune influence sérieuse, lorsque la lettre qu'il adressa à M. de Metternich sur les massacres de la Gallicie, lui fit d'un seul coup une renommée politique. Cette importance, que son intelligence et son ambition recherchaient depuis longtemps, ce fut la passion qui la lui donna. L'indignation le fit homme d'Etat, et cette âpre origine a laissé des traces indélébiles sur son génie et sur sa conduite. Dans cette lettre fameuse M. Wielopolski reproche au cabinet autrichien d'avoir pris à la démocratie ce qu'elle a de plus bas, c'est-à-dire l'excitation perpétuelle des passions de l'envie: »Une légitimité, disait-il, qui ne se maintient qu'en s'attaquant aux liens sociaux et aux relations historiques pour les dissoudre, se ment à elle-même. — Vous prétendez asseoir sur une base plus large les principes de votre puissance, et c'est par une prostitution sanglante que vous célébrez les nouveaux mystères de votre légitimité. Ainsi après ces massacres les mœurs sont détruites, la nation est dissoute dans ses éléments: ce sont des formes nouvelles, d'autres idées, d'autres passions qui vont naître de ces éléments brisés. La providence ne fera-t-elle pas surgir l'homme puissant qui osera s'emparer de ces outrages, de ces malheurs et de ces malédictions, et qui attellera à son char ces furies éternelles et réunira pour la vengeance les membres épars des tribus slaves déshonorées par leurs divisions? Les organes de l'opinion, dans toute l'Allemagne, font main basse sur nos souvenirs et sur notre honneur à tous. Ils nous regardent comme une matière première trop vile pour pouvoir s'organiser, et que la providence con-

damne au développement de ce qu'ils appellent leur grandeur.« Le marquis finit son mémoire en remarquant que les troupes russes venues à Cracovie après les massacres, ont été reçues avec joie; il engage ses concitoyens à ne plus se confier dans des témoignages d'une sympathie que l'on sait être vaine, il leur demande d'avoir le courage de se reconnaître vaincus et de se rallier sérieusement à la Russie: »Vous vous relâcherez, dit-il aux Russes, de la sévérité de vos lois quand vous le croirez possible. Sachez que la seule prière écrité dans notre âme en traits de feu, c'est que tant de forfaits et d'outrages ne restent point impunis.« »Après une vie glorieuse, dit-il à M. de Metternich, le pied vous a glissé dans le sang.«

L'appel que M. Wielopolski addressait à la Russie ne devait pas être entendu. Cracovie fut livrée aux Autrichiens. L'empereur Nicolas en était alors à l'apogée de son système de résistance contre les idées du siècle, et de tendresse pour celles de l'ancien régime: il croyait à son infaillibilité.

Le jour de M. Wielopolski n'était pas venu; cependant l'action le tentait. La force, la ruse et l'orgueil lui semblaient également de mise pour sortir de l'impuissance. Lors du mouvement de 1848 et de 1849, il accourait, plein de passion et de doctrine, pour faire prévaloir ou pour imposer ses idées. Cette préoccupation excessive de sa propre pensée a même pu donner à cet orgueilleux les allures de l'intrigant. Il demandait l'union des Slaves contre l'Autriche, et, malgré les échecs éclatants de cette politique, il s'efforçait d'être aussi mal que possible avec les autorités russes. Plus tard, il fit entrer son fils dans l'armée. C'était une époque où la Pologne pliait dans un silencieux affaissement. La Russie n'était guère plus vivace; les institutions et les hommes avaient épuisé tout ce qu'ils avaient de force, lorsque la guerre d'Orient entraîna la chute du système en lui infligeant une série d'humiliations politiques,

militaires et surtout administratives. Après le traité de Paris, la Russie disait en langage diplomatique qu'elle se recueillait, ce qui veut dire qu'elle se voyait obligée d'entamer les réformes les plus radicales, si elle ne voulait pas retomber bientôt dans l'impuissance sénile des empires de l'Orient.

Dès lors, les réformes étaient prévues. Il était certain qu'elles devaient embrasser: 1. l'affranchissement des serfs, la liberté du travail et l'égalité civile; 2. l'organisation d'une justice sérieuse et pure, indépendante du caprice des gouvernants; 3. la liberté religieuse, suivie peut-être de quelques réformes humaines dans la position du clergé officiel; 4. une tentative de réconciliation avec la Pologne. Toutes ces réformes, et bien d'autres encore, se tenaient, et elles s'enchaînaient avec d'autant plus de force, que l'ancien régime avait été plus systématique et plus forcé. C'était une nouvelle Russie, une Russie européenne que le canon de Crimée appelait à l'existence. L'édifice de l'ancienne législation, si contraire à tout mouvement, devait s'écrouler, pour que la liberté, désormais si indispensable à la puissance, pût exister, ne fût-ce que dans les affaires civiles. Si les réformes entreprises par Alexandre II. ont jeté le pays dans un état d'affaissement et de trouble profond, c'est que l'on croyait pouvoir faire une œuvre de détail à volonté, et que personne n'avait la force d'esprit nécessaire pour embrasser d'avance toutes les parties, et coordonner toutes les mesures nécessaires dans leur hiérarchie naturelle. Les choses les plus élémentaires et les plus faciles, les conditions premières de toute la légalité moderne, telles que la justice et la liberté religieuse, étaient laissées dans le plus complet oubli. Le résultat le plus clair était l'avortement probable des réformes tentées et l'acroissement de toutes les souffrances de la société. L'ancienne organisation détruite n'avait pas fait place à une organisation nouvelle qui pût satisfaire aux besoins les plus

urgents, et l'on ne songeait aux choses nécessaires que lorsqu'elles s'imposaient d'une manière absolue.

Le même défaut de prévoyance et de vue d'ensemble a présidé à la conduite du gouvernement russe vis-à-vis de la Pologne. Les défenseurs officiels du cabinet de Pétersbourg avouent que l'on a eu tort d'attendre la pression des événements pour penser à améliorer le sort du royaume. En agissant dans la plénitude de l'initiative, on aurait pu prévenir les plus grandes difficultés. Mais l'empereur Alexandre, arrivant à Varsovie après la paix, disait simplement: »Point de rêveries, je saurai sévir; tout ce que mon père a fait a été bien fait;« ce qui prêtait à des interprétations amères. On ne pouvait d'ailleurs maintenir le système qu'en l'aggravant. Il fallait, comme dit la Bible, châtier avec des scorpions et des vipères ceux qu'une verge de fer avait contenus. C'était pourtant le moment de faire quelque chose et d'établir un état plus supportable. Les réclamations affluaient, mais les hauts fonctionnaires se retranchaient toujours dans leur conviction toute négative; ils affectaient même de demander aux Polonais qu'ils connaissaient de leur dire enfin ce qu'il serait possible de faire pour eux. »Vous pouvez nous traiter, leur répondait-on, comme les Anglais ont traité l'Ecosse, lui laissant ses anciennes lois, son administration locale, et enfin le droit de l'indigénat, qui, après avoir joué un grand rôle au moyen âge, est peut-être appelé à un avenir encore plus grand dans les confédérations d'un monde nouveau. Ce droit consiste à ne donner les emplois publics d'un pays qu'aux indigènes ou à ceux qui sont vraiment citoyens. Il est essentiel pour la protection du faible. Il coupe court aux honteuses machinations des gouvernements pour exproprier une race plus faible de son propre sol, après avoir épuisé le sang de son cœur par les canaux d'une administration étrangère. Mais ce que nous sommes obligés de demander, c'est que vous vous mettiez à un point de vue

de droit. La conscience humaine peut concevoir le droit de diverses manières, mais dans tout état de cause il existe sous une forme quelconque. Quant à nous, nous sommes prêts à distinguer le droit étroit du présent des droits plus larges et plus libres de l'avenir. Ce que nous vous demandons pour le présent n'est autre chose que ce que les traités européens et les déclarations solennelles de vos princes nous attribuent, pourvu que l'on veuille les interpréter d'une manière honnête. Ce droit que nous réclamons a été formulé après notre défaite et contre nous. Cependant ce droit strict, c'est pour le royaume de Pologne, tout au moins, l'autonomie civile. Pour les provinces polonaises unies à l'empire, ce sont les droits que vous avez accordés depuis longtemps aux Allemands de la province de la Baltique. Quant à l'avenir, nous en reparlerons plus tard, car il exige que la nation russe ait obtenu pour elle-même quelque liberté. Alors vous pourrez vous confédérer étroitement avec la Pologne en la restaurant. Les représentants des provinces litigieuses décideront eux-mêmes s'ils veulent siéger à Varsovie ou à Pétersbourg; quelque soit leur choix, il sera bon, s'il est libre, car les pays mixtes sont, en quelque sorte, le prix naturel de la civilisation la plus progressive.« La principale objection qu'on opposait à ces paroles était étrange, mais elle caractérisait clairement la blessure profonde que l'intolérance de l'empereur Nicolas a faite au bon sens, et qui a pénétré jusqu'à l'âme de la Pologne et de la Russie. Tout cela serait possible et fort beau, s'écria la Russie, si vous n'étiez pas des latins et des catholiques.

Dans la nouvelle situation créée par les agitations européennes, et plus encore par les troubles intérieurs de la Russie, on vit se produire dans le royaume de Pologne un double mouvement: l'un légal, représenté par la Société agricole avec le comte Zamoyski à sa tête; l'autre révolutionnaire, appuyé sur les sociétés secrètes et puisant sa

force dans l'exaspération croissante du peuple. La Société agricole avait une très grande importance dans un pays où les questions rurales se sont élevées à la hauteur de questions politiques et sociales. Tolérée par le gouvernement à cause du concours qu'elle apportait à l'émancipation des paysans, cette société avait fini par embrasser tout le pays et par acquérir les proportions d'une représentation nationale. Là étaient le prestige, la puissance et le danger de l'institution. Ces apparences politiques n'étaient point préméditées, elles résultaient du besoin passionné de se concerter et de s'entendre. Le président de la Société, le comte André Zamoyski, était, malgré la modération de ses idées, l'homme le plus populaire de la Pologne. Jamais il n'avait cherché à exciter les passions, mais son activité infatigable et sa fermeté lui avaient valu la confiance illimitée du pays. M. Zamoyski suivait, par un double effet de sa conscience et de sa nature, la route moyenne que les anciens attribuaient à la vertu, se maintenant avec un grand tact dans un sentiment à peu près égal de l'honneur et du devoir, du droit et de la raison. Enfin la loyauté dont il rayonnait était telle que le gouvernement lui-même était forcé d'avoir confiance en lui, tant on le savait incapable d'une intrigue, d'un mensonge ou d'une trahison. Tant d'influence et surtout tant d'estime pouvait être d'une grande valeur si le gouvernement avait pu prendre franchement son parti en faveur de la liberté ou seulement en faveur du droit, car le chef de la Société agricole avait un trop ferme bon sens pour ne pas vouloir la légalité, bien qu'il voulût la légalité tout entière. Il est vrai que le comte André ne pouvait transiger sur certains principes sans trahir la conscience et l'espoir du pays qui l'avait accueilli comme son représentant. L'eût-il fait qu'il eut perdu, avec la dignité, toute sa force, et que par là même il eût livré l'esprit du pays à l'influence exclusive des partis extrêmes. S'il fallait pactiser avec les habitudes illégales et

mauvaises du gouvernement, c'était à d'autres de le faire; la Providence aviserait. Quant à lui, il avait la ferme tranquillité de la conscience, étant de ces hommes qui ont la foi sans fanatisme, et qui gardent toute leur raison sans perdre une seule de leurs espérances.

La réunion des trois souverains co-partageants à Varsovie fut, comme on sait, la goutte qui fit déborder le vase trop plein. Le parti d'action s'agitait dans des manifestations populaires. Qu'espérait-il? Il ne pouvait ni vaincre ni combattre sérieusement. Cependant, il descendait dans la rue sans armes, s'exposant à la prison, à la Sibérie ou à la mort. C'était le mysticisme de la révolution d'autant plus puissant en ce pays, que là, par un singulier privilége, les gens les plus déraisonnables sont ceux qui ont le plus complétement raison, et que la passion révolutionnaire s'y appuie sur le sentiment du droit absolu. L'extase du visionnaire se mêle aux implacables subtilités du légiste, ce qui constitue un faisceau de forces dont il est difficile de triompher.

Les événements de Varsovie, du 25 février au 7 avril 1861, sont trop connus pour qu'il soit besoin de s'y arrêter: il y eut une révolution morale. La Société agricole, tout en restant étrangère à toute mesure illégale, ne s'en trouva pas moins investie spontanément d'une sorte de magistrature populaire. On lui demandait des commissaires pour maintenir l'ordre; elle négociait avec les autorités et remplissait en toutes choses le rôle d'une représentation provisoire de la nation. Enfin, les chefs de la Société rédigèrent une adresse au souverain, qui fut signée par les représentants de toutes les classes, de tous les cultes. L'adresse exposait l'excès des maux amenés par trente années de vengeance et de compression. Elle disait le pays tellement privé de tout organe, de tout moyen de se faire entendre qu'il ne pouvait exprimer sa plainte que par la

mort des victimes vouées au martyre. L'adresse ne concluait pas, elle ne demandait rien encore.

C'est alors que M. Wielopolski surgit avec un projet d'adresse qu'il avait, disait-on, en portefeuille depuis longtemps. La différence essentielle entre ce projet et celui de la Société consistait dans le début, dans le point de départ: le marquis voulait qu'on exprimât tout d'abord au souverain le regret ou le repentir de la prise d'armes de 1830. Cette adresse ne pouvait être acceptée. Bien des gens ont regretté au fond de leur âme l'insurrection de 1830; mais pour qu'un pareil regret pût être exprimé par les représentants du pays, il eût fallu que le prince parlât le premier, qu'il fît appel à la concorde et se montrât sincèrement disposé à racheter le passé. Le calcul politique de M. Wielopolski pouvait être juste et la raison d'Etat pouvait conseiller de faire cette avance à la conscience naissante et à la molle raison du gouvernement; mais les représentants d'une nation ne pouvaient agir ainsi. Il n'est pas à désirer que les peuples sachent à ce point faire plier toutes leurs passions et jusqu'à leur honneur devant les calculs de l'homme d'Etat. La politique serait ainsi privée de toute consistance; elle serait livrée aux caprices de la spéculation, et si la raison d'Etat régnait sans conteste, elle deviendrait une souveraine singulièrement immorale et avilissante.

L'adresse de M. Wielopolski ne pouvait donc être acceptée. Quant à lui, il pouvait suivre sa propre voie, celle de sa pensée. L'initiative individuelle peut faire de tels sacrifices pour le bien et pour le salut du peuple. D'ailleurs, la nature de son génie portait le marquis à servir son pays malgré celui-ci. Très sensible aux caresses de l'opinion, il aimait encore plus à l'occuper de lui et à la braver, car nous ne croyons pas qu'il eût cette nuance désintéressée de l'orgueil, qui sait faire porter, au besoin, certains sacrifices à travers toutes les agonies de l'humi-

liation. M. Wielopolski était seul, il n'avait avec lui que ses parents les plus proches, bien que sa ligne de conduite n'eût pas varié depuis quinze ans. Il cherchait et sollicitait une occasion. Il n'avait jamais fait partie de la Société agricole. Prévoyait-il qu'en suivant le fil d'abord si doux de la popularité ou même de l'estime publique en Pologne on irait nécessairement se briser contre l'impossible? Ayant affaire à un gouvernement plein de soupçons, il avait en quelque sorte besoin de n'être pas aimé. Le fantôme de son impopularité pouvait seul, il faut le reconnaître, le mener au pouvoir. Le patriotisme ne pouvait rien sans ce masque sincère. Pour que l'opposition et l'agitation légales puissent aboutir dans quelque pays que ce soit, ne faut-il pas que l'abîme entre les gouvernements et les gouvernés ait commencé à être comblé? Les circonstances devenaient telles qu'aucune position honorable intermédiaire ne pouvait plus être maintenue entre la passion insensée, qui prétend écraser les armées avec les mains nues, et la stricte raison qui consiste dans le calcul des voies et moyens.

Les concessions ou plutôt les grâces apportées de Pétersbourg n'étaient point politiques; elles ne touchaient qu'à l'administration. C'était une direction générale de l'instruction publique destinée à M. Wielopolski, un conseil d'Etat et des conseils électifs pour les municipalités, les gouvernements et les districts. M. Wielopolski était donc ministre lorsque le conflit, suspendu depuis le 25 février jusqu'au 7 avril, éclata. Il contresigna la dissolution de la Société agricole, acte qui précipita une collision déplorable, mais qui était tellement dans la logique des choses qu'il était pour ainsi dire impossible de l'éviter. Il eût fallu un miracle pour passer à travers les flots de passions qui s'étaient amoncelées des deux côtés. Il n'est pas dans la nature d'un mouvement né dans la rue, ni d'aucun des puissants élans du flot populaire de s'arrêter autrement

que devant la force. Quant à la Société agricole, sans avoir commis de faute, elle devenait la victime des circonstances. M. Wielopolski subit ainsi dès l'abord son épreuve du feu, une de ces épreuves par laquelle les hommes décidés à braver toutes les souffrances étaient sûrs autrefois de gagner tous leurs procès. Il était tellement décidé à sauver les faibles commencements des réformes qu'il n'hésita pas à accepter plus personnellement encore la responsabilité de la journée du 8 avril. «L'ordre public, dit-il dans un discours officiel, a été sauvé dans un conflit sanglant, l'ordre public ne saurait être mendié par les autorités quelles qu'elles soient, il faut qu'il existe par sa propre force.»

On ne manqua pas de retourner contre le marquis sa fameuse phrase et de lui dire que «lui aussi avait glissé dans le sang.» Nous avons commencé par admettre qu'il fallait une solide impopularité dans cette affaire; mais il y a une mesure en tout, et pas trop n'en faut. Ce sang répandu a donné à l'action du marquis quelque chose de fatal: c'est le nœud de sa tragédie. Nul doute que ce rôle n'eût pu être moins odieux si le gouvernement d'Alexandre II. n'avait pas attendu ces sanglantes extrémités. Les dispensateurs de ces grâces si tardivement accordées durent sévir au moment où ils allaient se mettre au travail de la réforme. Les partisans les plus sincères des idées de M. Wielopolski reculèrent devant ces nécessités cruelles, et le nouveau ministre se trouva dans un entier isolement. Il est probable que sans sa résolution solitaire toute idée de réforme était noyée dans les rigueurs de la répression. Le marquis était seul à vouloir à tout prix la réalisation des projets qu'il avait mûris. Laissant aux rumeurs le temps de s'apaiser, il prétendait parler par des actes à cette opinion silencieuse de l'avenir, qui ne cesse de méditer, disait-il, jusque dans les abîmes de son silence.

Le marquis prépara d'abord le nouveau système d'édu-

cation promis au pays. Il se proposait d'utiliser, pour cette œuvre depuis longtemps méditée, tout ce que l'expérience des contrées les plus avancées pouvait lui apprendre. Dans le système de la nouvelle loi, l'instruction primaire devenait obligatoire. La question délicate de la centralisation et des influences locales était décidée d'une manière fort judicieuse. On réservait au ministre la direction générale des études et l'inspection, tandis que le maniement des fonds, la construction des écoles et même la présentation des titulaires étaient confiés aux autorités locales nouvellement constituées, et qu'on allait demander à l'élection. On se conformait ainsi à l'adage qui veut que l'on puisse gouverner de loin, mais que l'on n'administre bien que de près. L'enseignement secondaire devait être rétabli sur l'ancienne base des humanités. A cet égard, tout était à créer, car les humanités étaient très mal vues sous le précédent règne. M. Mouchanoff, le dernier ministre de l'instruction publique, admettait jusqu'à un certain point la nécessité des études spéciales, mais toute science non pratique était réputée dangereuse; il fallait faire des preuves de noblesse pour entrer dans les classes où l'on apprenait le latin. On peut croire que ni Bentham ni aucun des utilitaires n'avaient prévu un aussi terrible enfant. Quant à l'enseignement supérieur, il devait être représenté par les cours encyclopédiques d'une académie, par une école polytechnique et par une école des beaux-arts. Il est nécessaire d'ajouter que l'accès des études académiques avait été, s'il se peut, encore plus restreint que celui des humanités, l'empereur Nicolas ayant décidé qu'il ne devait pas y avoir plus de 300 étudiants à la fois dans chacune des cinq ou six universités de l'empire, chiffre qui devait suffire, selon les calculs, aux besoins réels de tous les services.

Le nouveau ministre, cumulant plusieurs portefeuilles, préparait en même temps la réforme du Code pénal, code

draconien introduit depuis 1830, contenant plus de trente espèces de peines différentes, selon le rang des personnes, et qu'il fallait nécessairement modifier si on voulait rétablir le règne et l'intelligence de la loi dans ce pays. La législation qui régissait les israélites fut définitivement abolie, conformément aux promesses de l'empereur, et la pleine égalité civile leur fut assurée. Ils venaient de conquérir leur droit de cité dans les manifestations et dans les prisons de Varsovie; le marquis légalisa ces conquêtes de la nation.

Tout le monde est d'accord que la composition du nouveau conseil d'Etat appelé à débattre les plus graves intérêts du royaume était excellente et vraiment loyale; les plus capables et les plus honnêtes, parmi les employés polonais du gouvernement, y étaient appelés.

L'élection des conseils attribués aux villes, aux arrondissements et aux provinces fut organisée d'après le principe libéral d'un cens très modique. Les élections se firent aussitôt. Toutes les classes s'y portèrent, après quelques hésitations, avec un empressement d'autant plus grand, que ces conseils allaient acquérir une extrême importance sociale par les attributions administratives et même judiciaires que la loi sur l'émancipation des paysans allait leur donner.

Cette dernière loi était ardemment désirée par toutes les parties. Le projet qui fut adopté était la dernière et la plus grande œuvre de la Société agricole, qui, après avoir débattu tous les systèmes et résumé les leçons de toutes les grandes expériences du siècle, était enfin arrivée à formuler un projet de loi que l'on peut considérer comme le plus complet qui ait jamais été rédigé sur une telle matière. Le marquis a montré l'âme d'un citoyen en adoptant le projet dans son entier et en employant tout son crédit à le faire passer.

L'affranchissement dont il est question avait en Pologne

un caractère légal tout autre qu'en Russie. Le Code Napoléon, introduit en 1807, faisait l'homme libre, mais l'usage faisait payer les redevances en travail, ce qui n'était pas contraire à la lettre du Code, bien que peu conforme à son véritable esprit. La réforme consistait à proscire cette forme arriérée de la redevance, et à changer, ce qui est plus grave, le droit d'usage reconnu aux fermiers paysans dans la commune en un droit de propriété réelle. La nouvelle loi détermine d'abord la manière dont les corvées et la servitude doivent être évaluées, compensées et enfin converties en rentes. Ces dispositions sont à peu près celles que les législateurs de la Prusse et de l'Autriche ont appliquées dans ces derniers temps, mais elles sont préférables en ce qu'elles tranchent plus résolûment dans le vif des servitudes. Cette supériorité est encore plus grande dans l'organisation de l'autorité judiciaire investie du règlement de tous les litiges, car ce sont les conseils électifs, assistés d'un commissaire spécial, qui sont chargés de poursuivre d'office et de juger au fond sur toutes ces affaires. L'appel en cassation se poursuit devant le conseil d'Etat, mais il n'est admis que pour violation de la loi. Il est impossible de faire un usage plus efficace et plus salutaire des organes de la liberté locale, ni de mieux échapper à ces tribunaux administratifs de l'Autriche et de la Prusse, qui pullulent de fonctionnaires parasites, et qui font traîner le règlement de toutes les affaires en longueur, au grand préjudice de tous et à grands frais pour les parties.

Les sages innovations de la loi d'affranchissement touchent encore à la constitution des droits civils de la nouvelle propriété. Les trois cent cinquante mille tenanciers qui deviennent propriétaires ne peuvent, d'après le régime de la loi, ni diviser, ni hypothéquer leurs petits domaines, tant que la rente dont ils sont chargés n'est pas rachetée. Ce droit, ils ne l'avaient pas avant la réforme;

il n'y a donc pas sur ce point d'innovation arbitraire. Il est reconnu que ces exceptions générales au droit commun étaient infiniment désirables à cause de l'ignorance, de l'usure qui pèse sur les campagnes, et surtout à cause des regrettables restrictions que le code apporte à la liberté de tester. La barrière mise à l'émiettement forcé de la petite propriété agit comme un encouragement à l'économie; elle a encore le mérite de ne pas être absolue ni inflexible: c'est une armure qui protége la société rurale et qui ne l'empêche pas de se mouvoir. Ces innombrables majorats de paysans sont temporaires et même relatifs; ils rappellent les substitutions anglaises. La loi anglo-saxonne, la loi la plus fière que des hommes, et surtout des propriétaires libres, aient pu se donner, se trouve, jusqu'à un certain point, introduite parmi des populations dont le droit n'avait jusqu'ici aucune consistance, et était comme une cire molle entre les mains des seigneurs et des employés. On aime à voir l'orgueil des institutions nobiliaires entrer dans l'humble maison du pauvre, car partout où les classes populaires se sont appropriées, comme en Suisse et en Angleterre, ces institutions si fières, on a senti le cœur du baron battre dans la poitrine de l'archer et dans celle du pâtre. Comme les nouvelles prescriptions légales répondent encore aux besoins économiques du pays, il est permis de les approuver sans réserve et avec d'autant plus de raison que c'est la faiblesse du caractère, et non pas l'infériorité de l'intelligence qui fait la faiblesse et la triste infériorité du Slave. Tout ce qui peut lui donner des vues constantes, tout ce qui peut couler du fer dans ses veines, comme disent les Anglais, et lui inspirer le sentiment durable du droit personnel, doit être considéré comme le grand moyen de l'éducation nationale. Il est bon que le fils des Slaves occidentaux, race qui a tant de fois faibli et qui a été poursuivie jusqu'à la mort, aille apprendre les profonds secrets de la force et qu'il aille sucer le lait de la louve

anglo-saxonne. Enfin, le système inauguré par cette loi, que nous ne pouvons nous empêcher d'admirer, devait être complété au point de vue financier et économique, par une subvention destinée à secourir les propriétaires dans l'indispensable transformation de leur industrie. Les sommes nécessaires auraient été demandées à une surtaxe sur les eaux-de-vie.

Cette loi si complète, présentée par M. Wielopolski, fut délibérée et bientôt acceptée au Conseil d'Etat. Cependant, les autorités supérieures et militaires du royaume refusaient de la soumettre à la signature impériale, disant hautement que le marquis voulait leur arracher l'arme la plus puissante qu'ils eussent entre les mains; qu'il voulait, en un mot, «les mettre dehors.» La loi ne fut définitivement confirmée que sous le second ministère du marquis, après l'arrivée du grand-duc à Varsovie.

Cependant M. Wielopolski n'hésitait pas à faire légaliser par les tribunaux tous les arrangements amiables entre les communes et les anciens propriétaires. C'était déroger au principe posé depuis 1846, en vertu duquel tout contrat de cette nature était regardé comme un empiétement sur la plénitude de l'initiative impériale. Du moment où le gouvernement civil cessait d'entretenir la division entre les classes de cette malheureuse société, les partisans de l'ancien régime s'inquiétaient, et ils dénonçaient la trahison flagrante du ministre.

Les difficultés que rencontrait celui-ci étaient d'autant plus grandes que le pays n'était ni satisfait ni calmé. Le pays tout entier portait le deuil; on se réunissait dans les églises pour chanter des hymnes, sur les places et dans les cimetières pour célébrer les anniversaires. Tout cela eût été fort peu de chose, puisque le pouvoir matériel restait intact, si les autorités avaient été capables du bon sens régulier et de la fermeté douce que le traitement de cette agitation exigeait. Le marquis avait beau se laisser protéger jusqu'à

l'excès, il ne pouvait satisfaire au zèle provoquant et immodéré de la répression. Les gouverneurs militaires restaient fidèles à l'usage d'enlever les personnes suspectes pour les exiler dans des provinces éloignées. La police se permettait de juger, de battre et d'emprisonner les citoyens sans que le marquis eût aucune action sur elle. C'était l'arche sainte, le génie du gouvernement, c'était elle qui avait reçu, depuis des années, la délégation de la souveraineté dans ce pays. Avec l'état de siége, les tribunaux militaires furent institués; bientôt cependant ils parurent insuffisants, trop chargés de formalités et de scrupules. Ou créa donc un tribunal secret, siégeant à la citadelle, qui condamnait sur de simples dénonciations, sans accorder de défenseurs à l'accusé, quelquefois même sans lui faire connaître le délit dont il était accusé. Quel rôle les honnêtes gens pouvaient-ils jouer dans un tel régime? M. Wielopolski, tout en légiférant, était réduit à une entière impuissance dans le gouvernement effectif, bien que l'impuissance lui parût odieuse au plus haut degré, et qu'il se fût dévoué à en combattre les révoltes. Voyant qu'il fallait abandonner la partie ou obtenir plus d'action sur les autorités militaires et plus de pouvoir, il se décida à aller plaider lui-même sa cause à Saint-Pétersbourg. Il n'y fut d'abord que très froidement accueilli, et bientôt après il donna sa démission.

Dans cette première partie de sa carrière politique, on ne peut que louer les actes officiels du marquis Wielopolski. Il n'a pu satisfaire ni à tous les besoins, ni à toutes les exigences, mais tout ce qu'il a fait était bien fait. On ne peut en dire autant ni de ses paroles ni même de ses écrits. Il s'était fait le très haut et très puissant rédacteur d'un journal qui ne lui servait pas seulement à discuter les intérêts du pays, mais où il aimait, selon sa propre expression, à «baver de l'esprit» sur ses adversaires. On ne concevrait la hautaine inconvenance de certains dis-

cours que si l'on pouvait les croire destinés à se faire pardonner le patriotisme éclairé de ses actions. Pourquoi, par exemple, le nouveau ministre s'empressait-il de rompre en visière aux représentants du clergé, leur disant, avec une solennité offensante, qu'il ne souffrirait pas d'Etat dans l'Etat? Il n'y avait rien de fondé dans ce reproche, puisque le clergé en Pologne ne sépare nullement ses intérêts des intérêts politiques et civils de la nation. Un esprit de corps plus exclusif, plus d'ultramontanisme, en un mot, aurait mieux fait les affaires du gouvernement. Ne sait-on pas que les rares élèves de M. de Maistre ont été les seuls défenseurs du régime de l'empereur Nicolas dans ce pays? Le ministre n'avait à demander au clergé que la sérénité évangélique qui calme les passions. Pourquoi encore cette affectation à parler «de l'ordre social et de l'anarchie,» comme si les troubles de Pologne et les agitations de l'Occident pouvaient être confondus dans les mêmes appellations? Pourquoi ces phrases irritantes, et qui trompaient-elles? Nous tromperions-nous à notre tour en ne voyant dans ces façons de parler que la trace malheureuse de ce tempérament doctrinaire qui rend le caractère ferme, mais qui fausse le jugement?

Un reproche doit encore être adressé au marquis Wielopolski: il manque de cette modestie civique dont les anciens, en raison de leur long usage de la liberté, avaient fait la première vertu de l'homme d'Etat et de toute âme vraiment libre. C'était pour eux, et ce doit être pour tous les temps, la noblesse, la pudeur virile de la liberté. Cependant dès qu'il s'agissait de la satisfaction de ses fantaisies ou de ses besoins, le marquis perdait la plus grande partie de son jugement. Vraiment, pour un lettré et un érudit qu'il est, ses manières sentaient trop leur bas-empire. N'y a-t-il pas un manque d'égards et de convenance à mettre son fils, à peine âgé de trente ans, à la tête du Conseil municipal de Varsovie, où figurent les hommes les

plus mûrs et les plus éprouvés du pays? Ce jeune homme, d'ailleurs, venait de quitter l'armée, et sa nomination rappelait les abus les plus graves du système des *tchine*, en vertu duquel on prend, par exemple, un général de brigade pour le faire conseiller à la cour de cassation. Cette nomination peut à la rigueur s'expliquer par l'isolement politique où se trouvait le marquis, et par le défaut d'hommes en qui il pût se confier; mais ce sont de ces actes qui aggravent le mal sans produire le bien qu'on en attend. Nous pourrions rappeler encore cette partie d'un jardin public destiné aux écoles, que M. Wielopolski fit enclore pour la rattacher à sa résidence officielle. Il est impossible de ne pas voir, dans des imprudences de cette nature, l'effet de cette indulgence égoïste qui détermine, selon le satirique latin, une enflure maladive de la personnalité! Que la santé et les forces du ministre fussent utiles ou nécessaires au pays, à la bonne heure, mais la pudeur commandait de s'abstenir. L'homme sage et prudent, qui se croit en devoir de résister à l'opinion, ne s'expose-t-il pas à faire douter de son tact lorsqu'il agit avec des hommes libres et avec ses égaux, comme la patricienne de la décadence qui relevait sa robe et montrait sa jambe nue devant ses esclaves, parce que, suivant elle, ils n'étaient pas des hommes? Ce n'est pas qu'au besoin M. Wielopolski ne sentît pourtant combien il peut être utile de se conformer aux sentiments et au langage du public; il disait aux employés de son ministère, leur recommandant une administration brève, simple sans formalités «qu'il faut penser comme le sage, mais qu'il faut parler comme le peuple.»

Il semblerait, à tout prendre, que les torts les plus évidents du marquis vinssent du caractère bien plus que du jugement, ce qui serait conforme à l'opinion des théologiens rigides qui n'attribuent qu'une faible part de liberté à l'humaine sagesse. Les principes et les idées sont, pour

la plupart des hommes, comme les vêtements de la décence, voire même comme la pourpre des triomphateurs, mais le fond de la personne c'est le caractère. L'essentiel après tout, c'est d'être soi-même, c'est d'être quelque chose ou plutôt quelqu'un. Le caractère est le principe de tont progrès réel. Les vices eux-mêmes ont encore une fécondité qui leur est propre, puisque ce n'est le plus souvent que par ses défauts que le caractère pénètre dans les engrenages des affaires mondaines, et qu'il arrive à mordre sur la destinée.

Les allures qui choquaient le plus la cordialité et la facilité un peu molle des mœurs polonaises, et qui aggravaient des difficultés déjà excessives, cette nature, prompte aux contentions de l'orgueil, devait servir le marquis et le mettre en relief à Saint-Pétersbourg. Malgré l'humanité de leur nouveau souverain, les gens de cette cour n'en avaient pas moins gardé les habitudes de l'autre règne, tant le monde s'était profondément composé à l'instar du maître et mieux encore à l'instar de ses favoris. La hauteur des uns et l'humilité des autres suivaient tous les degrés de la hiérarchie, à ce point que l'habitude du mépris était comme une expression officielle de la discipline et de la puissance. Pour se faire une idée de ce que nous disons, on n'a qu'à regarder à l'une de ces vitrines où, grâce à la photographie, les portraits de la plupart des hommes d'Etat de l'Europe se trouvent exposés. Il est facile de distinguer parmi eux les dignitaires du règne de Nicolas I., à lexpression d'arrogance, de morgue et de roideur qui les caractérise. La hauteur de M. Wielopolski se montra supérieure à ces orgueils intraitables, et son humeur n'avait aucun des revers de la bassesse. Il eut donc un genre de succès qui lui fut entièrement particulier, et l'on crut bientôt qu'il devait être fort, parce qu'il était fier. Il faut ajouter qu'à côté de certaines bizarreries superbes, le marquis apportait des jugements bien ordonnés

sur toutes les questions du jour, chose importante dans un moment où l'on se voyait forcé de remplacer presque tous les anciens principes de jurisprudence, d'administration et de gouvernement en vue du nouvel établissement de la liberté civile. Il était de ceux qui joignent les idées nettes et précises du moment présent aux larges instincts toujours nécessaires pour l'avenir.

Cependant il avait à lutter contre des préventions assez fortes, et il allait se retirer, après avoir désespéré du succès de ses efforts, lorsque l'intervention personnelle du grand-duc Constantin vint changer les dispositions de la cour. On dit que la résolution du prince fut soudaine. Voici ce que l'on raconte à ce sujet. Le grand-duc Constantin avait été, dès l'abord, favorable au marquis, en qui il croyait voir le dernier moyen de gouverner la Pologne d'une manière conforme à l'honneur et à l'intérêt de l'empire. Au dernier moment, il alla, dit-on, faire un effort personnel auprès de son frère, qui lui dit: «Ce que vous demandez est impossible, car je ne puis remettre la Pologne à M. Wielopolski tout seul; ma confiance en cet homme ne va pas jusque-là, et il m'est impossible d'en faire un subordonné, car il n'y a personne à qui il voulût obéir, à moins que vous ne vouliez y aller vous-même.» Sur quoi le grand-duc répondit: «Eh bien! j'irai.»

Le grand-duc Constantin est, comme l'on sait, le plus actif et par conséquent le plus considérable des princes du sang en Russie. Il s'était donné la peine d'apprendre toutes les langues slaves, il se montrait partisan de la liberté de conscience, ayant le bon goût de sympathiser avec les hérésies persécutées du peuple russe, auxquelles ce pays doit en réalité la plus grande partie de ce qu'il vaut par la bonne foi commerciale et par l'industrie. Ce prince, dur aux parasites et aux oppresseurs, était encore le plus slave parmi les grands-ducs. Ajoutons qu'il est laborieux, et qu'étant prince il passait pour farouche dans une cour

facile, et on se rendra compte de la place qu'il occupait dans l'imagination des courtisans. L'influence qu'il exerçait dans les conseils était assez grande pour que le parti contraire, car il y a des partis même à Pétersbourg, désirât obtenir son éloignement de la capitale, au prix de la lieutenance de Pologne.

Le grand-duc Constantin reçut le pouvoir de lieutenant de l'empereur à Varsovie, avec le droit de faire grâce et un commandement très étendu. Le marquis Wielopolski lui fut attaché en qualité de chef du gouvernement civil du royaume, présidant le conseil d'Etat et le conseil d'administration. Enfin, le grand-duc prenait la résolution de se transporter à Varsovie avec sa femme et ses enfants, au moment où le général Lüders était frappé par la main d'un assassin politique. Il serait souverainement injuste de ne pas reconnaître le courage moral nécessaire au prince pour venir affronter de tels dangers personnels, ainsi qu'une situation politique si profondément gâtée.

Si la réception du grand-duc à Varsovie ne fut pas enthousiaste, elle fut du moins convenable. Les pemières démarches furent pourtant marquées d'une certaine inexpérience princière. A la cour, les témoignages personnels peuvent avoir une valeur égale aux actes publics. Les princes déroulent leurs idées comme ils l'entendent; ils ont même le droit, dit-on, de se faire attendre. Il n'en est pas de même dans le gouvernement politique proprement dit, qui est le gouvernement des passions. Pour désarmer des défiances si enracinées et longtemps si justes, il fallait faire des déclarations positives. Or, le prince ne dit rien, il ne fit aucune déclaration. Ce ne fut que plus tard, après l'attentat, qu'il prononça des paroles dignes de sa mission, parlant à ce peuple de ses droits, de sa nationalité, de la gloire de ses ancêtres. A côté des paroles, il fallait des actes. La décence semblait d'abord exiger une amnistie réelle et complète; pourquoi ne pas amnistier sérieuse-

ment, après trente années, les insurgés de 1830, sans leur imposer des conditions humiliantes, et en leur rendant les biens confisqués dont le fisc n'avait pas encore disposé? Quel mal y avait-il à rendre au pays les couleurs nationales, auxquelles on le sait très attaché, ce qui eût été un moyen fort simple de faire tomber les vêtements de deuil dans lesquels la Pologne drapait sa douleur? Ces mesures et bien d'autres encore étaient cependant possibles, sans supposer des changements hasardés incompatibles avec la politique générale de l'empire.

La conscience du pays, telle qu'elle était représentée par le parti modéré, ne pouvant être entraînée ni convaincue par les débuts hésitants du prince, il ne restait au pouvoir que la force nue, et malheureusement aucun frein moral ne put être imposé à une sourde agitation si bien faite pour susciter le fanatisme et pour entraîner au crime. On ne sait que trop que les fanatiques s'attaquèrent d'abord à la vie du prince, et qu'ils s'acharnèrent ensuite à vouloir prendre celle de son ministre. Ces attentats ne sont pas seulement inutiles et criminels, comme toutes les entreprises de ce genre, mais ils sont encore, si j'ose le dire, privés de toute raison et de tout calcul politique. Enfin, ils sont faits non-seulement pour inspirer la réprobation, mais encore pour éveiller un sentiment moral extrêmement pénible, parce qu'ils se mêlaient aux chants des églises de Varsovie, et que peut-être ils étaient de plus encore entachés d'ingratitude.

Le discours du grand-duc, après l'attentat de Jaroszynski, fut d'une grande convenance. Le prince déclara qu'il était loin de rendre la nation responsable du crime de quelques individus, ou tout au plus d'une faction, et qu'il était résolu à ne rien abandonner de ses desseins. C'était bien dit, mais des circonstances aussi impérieuses voulaient davantage; il est malheureux que l'on n'ait pas su retourner le fer des assassins contre leur propre parti; il est

malheureux que le conseiller du prince n'ait pas senti battre dans son cœur quelque chose de la fibre nationale, si nécessaire pour s'entendre avec tous les siens, et qu'il ait même été, ainsi qu'on le verra plus loin, profondément infidèle à sa mission. Comment ne voyait-il pas que ces attentats pouvaient mettre entre ses mains et entre celles du prince les moyens d'arriver enfin jusqu'au cœur caché et rebelle de la nation? C'était l'exaspération des masses qui se révélait, et que l'on pouvait, croyons-nous, abattre d'un coup en l'attaquant par le bon côté. Bien que l'assassin fût coupable et ne méritât aucune pitié, le prince pouvait et devait lui faire grâce. Cette grâce, accordée dans les formes vulgaires, aurait pu être prise pour de la faiblesse; aussi, n'était-ce pas par des moyens vulgaires qu'il fallait procéder. Suivant nous, pénétrant jusqu'aux mœlles le génie de la nation, il fallait dire: «Je lui fais grâce, parce qu'il m'a donné l'occasion de sceller de mon sang la résolution que j'ai prise de fermer les plaies de ce pays.» Une pareille déclaration eût pu paraître étrange chez un autre peuple; mais si Adam Mickiewicz, poète et citoyen, âme vraiment royale, avait été assis au conseil du grand-duc, et s'il avait été gagné à son œuvre, il n'aurait pu lui souffler de paroles plus efficaces. Quand on parle à la nation polonaise, il ne faut pas oublier que l'on a affaire à des hommes qui ont peu appris (l'instruction n'était-elle pas proscrite?) mais qui ont fait leur éducation par la souffrance, et dont les pensées ont été violemment refoulées au fond du cœur. Tous ces hommes ne peuvent manquer d'être quelque peu déraisonnables, puisque toute leur vertu a consisté pendant si longtemps à aimer leur pays contre toute espérance, si ce n'est à espérer contre tout souvenir.

M. Wielopolski a pu dire, en parlant de la Pologne, qu'elle était efféminée, probablement parce qu'elle ne voit que son but et ne consulte que ses désirs, parce que, sans s'arrêter aux moyens usuels, elle se précipite aux extrêmes,

ce qui est le propre des nations arrivées par la torture au paroxisme de la sensibilité. Mais aussi, avec un tel peuple, les conditions de la dignité et de la force sont changées. Les hommes politiques qui aspirent à le gouverner doivent se reporter en quelque sorte aux habitudes et aux sentiments des peuples antiques; ils ne doivent, ils ne peuvent se voiler la face que lorsqu'il s'agit de tomber et de mourir; mais pour entraîner et convaincre, il peut être bon et il importe de déchirer ses vêtements sur sa poitrine et de montrer les cicatrices dont elle est couverte.

Le marquis Wielopolski aurait certainement donné ce conseil au prince s'il avait été capable de briser les murailles du moi, et de laisser entrer dans son âme le dévouement pur, s'il avait enfin cette intelligence de l'amour des peuples, qui, jointe à une ferme raison, fait les hommes d'Etat complets. Au lieu de cela, qu'a-t-on fait avec ce pauvre ouvrier? car c'était un ouvrier fanatisé par l'idée de ce dévouement coupable; on a trouvé le moyen d'en faire une victime et de mettre le droit, le vrai droit du côté de l'accusé. Le tribunal est d'abord assez imprudent pour lui promettre sa grâce s'il parle, s'il fait des aveux; puis il le condamne à avoir la tête tranchée. Et le prince est alors assez mal conseillé pour aggraver la peine, ou du moins la honte de la peine, en le faisant pendre. Pourquoi faut-il que des hommes susceptibles de sentiments généreux soient si profondément incapable de sentir ce que c'est que la légalité, la justice, le droit acquis, ne fût-ce que celui d'avoir la tête coupée comme un assassin et de n'être pas pendu comme un voleur? En outrageant de cette manière insensée le principe fondamental de la société, ne prenait-on pas le sûr moyen pour faire de l'assassin un martyr et pour lui susciter des imitateurs?

C'est vraiment un sujet de stupéfaction de voir, après un tel acte, les mêmes hommes poursuivre avec une fermeté louable le développement des institutions qu'ils ne croyaient

pas incompatibles avec leur programme. Ne semble-t-il pas que l'habitude d'un certain despotisme produise des effets comparables à l'aliénation mentale? Aucun d'eux n'avait su, au jour de la grande épreuve, élever sa conduite au-dessus de la fatalité des habitudes et des circonstances, et, par suite, on les vit aussitôt retomber dans la mauvaise ornière du gouvernement de police. Leur administration fut dès lors marquée d'un double caractère contradictoire, car le cercle vicieux de certaines situations saisit tous ceux qui ne savent point placer leur âme dans une sphère plus haute, à l'abri des passions.

Le grand-duc continua les réformes entreprises par le marquis Wielopolski, et compléta l'autonomie administrative du royaume, entre autres pour l'administration des postes. Les généraux russes, faisant office de préfets, furent rappelés à leurs fonctions militaires, et leurs places furent données à des employés civils nés dans le pays. Les conseillers extraordinaires appelés au conseil d'Etat furent pris parmi des citoyens notables, ils donnaient à ce corps délibérant le caractère d'un sénat local. Le prince faisait préparer une loi sur les mariages mixtes qui impliquait un certain retour à la liberté religieuse, et il faisait promulguer la loi excellente que la Société agricole avait préparée pour l'émancipation définitive du peuple des campagnes. Enfin, pour prouver que cette loi si nécessaire n'était pas destinée à rester lettre morte, les conseils électifs qui étaient chargés de l'appliquer furent réunis dans les deux gouvernements où l'on crut devoir lever, ou du moins limiter l'état de siége. Tels sont les côtés honorables de cette administration. Mais en même temps le gouvernement politique et l'action de la police donnent prise aux plus justes critiques. Ni le maintien matériel de l'ordre, ni la protection de la vie du prince et de son ministre ne nécessitaient les vexations, les emprisonnements et les déportations prodigués envers tant de milliers de citoyens. Le chiffre des

emprisonnement est monté à plus de quinze mille pour six mois, sans qu'il y ait eu une seule résistance sérieuse, sans qu'un seul factionnaire russe ait jamais été attaqué.

Ce n'étaient à bien dire que des puérilités cruelles; l'innocuité de cette opposition contre laquelle on sévissait avec tant de rigueur était pourtant assez manifeste. Il est hors de doute que si l'on avait maintenu l'ordre réel d'une main ferme, tout en laissant les gens s'habiller à leur guise, ne pas saluer les généraux, se débattre pour leurs chants d'église avec leurs curés, on aurait évité presque tous les sujets d'altercation et de violence. On ne punit pas ces enfantillages passionnés avec le glaive cruel de la loi militaire, sans exciter chez les plus faibles des irritations extrêmes, vraies folies de la douleur, qui finissent par pousser les femmes sur les épées nues, et font de l'enfant un héros qui court au-devant des châtiments, pour se donner la joie d'insulter ses tourmenteurs.

Non-seulement l'impatience brutale des subalternes n'était point suffisamment contenue, mais les chefs eux-mêmes, le grand-duc et de marquis, s'oubliaient jusqu'à l'irritation devant l'abstention et le blâme silencieux des modérés. Le sentiment de la mauvaise voie où l'on s'était engagé venait s'ajouter à cette sourde colère qui a fini par éclater sur le comte André Zamoyski, en qui l'on voyait le chef reconnu d'un parti, plus encore, le représentant de la nation. L'éclat qui devait en résulter était d'autant plus regrettable, que le comte André était le seul rival possible du marquis, rival aussi heureux auprès de la nation que l'autre avait pu l'être auprès du pouvoir. M. Zamoyski, comme l'a très bien dit le *Journal des Débats*, était trop prudent pour ne pas céder volontairement à la force des choses tout ce qu'elle sait bien obtenir des hommes malgré eux; mais il ne promettait de servir loyalement l'empereur de Russie et roi de Pologne, que du moment où il y aurait un royaume de Pologne. Le prince Constantin sentait

qu'avec ce parti il obtiendrait immédiatement des appuis plus solides que les soldats et les sbires.

Le grand-duc pressait le chef du parti modéré de lui prêter son concours et de lui présenter enfin son programme. Le comte André demanda à consulter ses amis. La réunion, convoquée sur cette autorisation officieuse, formula des demandes que le comte devait remettre au grand-duc et à l'empereur. Cette pétition bien que directement et personnellement provoquée par le grand-duc, lieutenant de l'empereur, n'en fut pas moins accusée d'être séditieuse comme sortant du cercle des institutions du royaume. Le comte Zamoyski fut donc envoyé avec des gensdarmes à Pétersbourg, où, par un contraste assez étrange, il fut accueilli avec les plus grands égards, et où il reçut le conseil de voyager. C'était l'ostracisme des républiques appliqué aux institutions de l'empire. Les demandes formulées par le comte Zamoyski se résumaient en deux points essentiels: 1. le retour à une représentation nationale distincte, et 2. l'adjonction au royaume de Pologne des anciennes provinces polonaises. Il n'est pas parlé d'armée séparée.

Il est certain que ces demandes dépassent le cercle des institutions du royaume, mais il est, s'il se peut, plus certain encore qu'elle déterminent loyalement et sans réticence les seules données qui puissent assurer la réconciliation, l'union libre et la confédération des deux pays. Que l'on ne se récrie point sur les provinces incorporées à l'empire; on ne demande l'autonomie et les lois polonaises que pour les provinces qui les réclameront. Qu'on le sache bien, la Russie ne gardera la Pologne et même la Lithuanie avec les provinces avancées de la Baltique, et elle ne parviendra à consistuer sa liberté qu'à ces conditions. C'est donc le formulaire d'un traité de paix définitif, que le représentant du pays présentait au lieutenant et au frère de l'empereur. M. Wielopolski est lui-même d'accord sur ce point avec M. Zamoyski; ils ne diffèrent que sur la question d'opportunité et

tous deux ont raison. Le marquis n'a pas tort, car il est évident que l'anomalie qui constituait des libertés à une partie de la Pologne, tout en maintenant le despotisme pur en Russie, ne saurait se reproduire une seconde fois, et qu'il est impossible de donner une armée à la Pologne si l'on ne veut pas l'employer à effacer la honte des partages. Il faut donc attendre que le mouvement intérieur de la Russie ait mûri davantage, à moins qu'une suprême initiative ne soit prise par le souverain; car tout accord durable entre les deux nations, toute alliance comparable à l'union de la Pologne et de la Lithuanie n'est possible que dans la commune liberté.

La politique actuelle du marquis Wielopolski, celle à laquelle il a su rallier l'assentiment si important du grand-duc, se tient uniquement dans les limites des faits du moment présent. Ce sont des préliminaires. Nous n'hésitons pas à le dire, dans notre pensée, cette trêve entre deux nations, et cette transaction entre deux politiques, cette expérience enfin peut être très utile. Nous n'avons rien dissimulé des fautes du marquis, que venait aggraver, de la part du prince, une certaine tendance à marchander sur les grands principes de la justice et du droit dont il voulait être le restaurateur. Mais nous n'avons pas non plus hésité à louer leur volonté d'accomplir le bien toutes les fois qu'elle se montrait évidente et active en ces deux hommes. On peut être juste sans tomber dans le détestable éclectisme de ceux qui se disent que le marquis est utile puisqu'il peut seul obtenir une transaction indispensable, mais que ceux qui veulent le tuer n'en ont pas moins raison, parce qu'ils maintiennent le principe de la protestation à outrance.

Toute la politique et toutes les résolutions du marquis découlent avec une logique constante des principes exposés dans sa lettre à M. de Metternich. La conviction qui depuis s'est développée sous l'influence des événemants de 1846 et 1848, des guerres de Crimée et d'Italie, et de toute la philosophie de l'histoire moderne, cette idée mère qui a fait

la force et la supériorité du marquis, peut se formuler ainsi : La cause polonaise n'a qu'un seul ennemi énergique, et qu'il soit impossible de gagner, et cet ennemi c'est l'Allemagne ; vérité très grave qu'il ne faut pas entendre seulement des puissances et des cabinets, mais encore des tendances radicales de la nation. Si cette formule était vraie, les conséquences à tirer en faveur de la politique slave, pour tout homme de sens, seraient décisives, car il est chimérique d'espérer que l'épée de la France trouve encore une fissure, comme dit M. Thiers, pour pénétrer à travers la coalition des intérêts allemands, toujours sûrs de rencontrer un suprême appui dans l'Angleterre. Quelques-uns ont pu espérer de voir l'Autriche se dissoudre sous l'effort de la révolution, ce qui eût brisé le cercle de fer qui entoure la Pologne ; mais un homme qui a sérieusement suivi les origines et les alternatives de la force dans l'histoire, ne devait pas s'y tromper. Lorsque l'on sait que la justice n'est pas le seul élément qui préside à la formation et à la destruction des empires en ce monde, on doit comprendre la force énorme de résistance que l'Autriche possède dans sa position géographique, dans l'émiettement de sa population, dans les intérêts qui relèvent d'elle, et enfin dans cette réforme libérale où elle essaye de concilier les races sous l'empire d'une commune liberté. L'Autriche est d'autant mieux en mesure de braver l'action révolutionnaire qu'elle a été le cœur diplomatique de l'ancienne Europe, et que presque toutes ses frontières sont couvertes et neutralisées par ses vieilles et si puissantes relations. Il n'en demeure pas moins constant que le nouvel établissement autrichien ne prendra son assiette qu'autant que le mouvement libéral aura transformé la politique du gouvernement russe, et en particulier modifié son attitude vis-à-vis de la Pologne. Nous insistons sur ce dernier point, car la centralisation et la liberté sont clairement incompatibles dans ces pays où l'unité nationale n'existe point et où elle ne saurait être créée. Dans tout l'Orient de l'Europe, l'accord de l'unité et de la

liberté ne peut se faire que par une sorte de fédération monarchique, si l'on admet, après tant d'expériences, qu'on ne saurait songer à la forme républicaine. La solidarité des deux questions de la Hongrie et de la Pologne a longtemps été désagréable et même funeste à toutes les parties, mais il est chimérique de vouloir la détruire ou la nier dans un siècle où la logique et la peur de la logique jouent un si grand rôle. Cette solidarité empêchera à tout jamais la maison d'Autriche de s'appuyer sur la communauté religieuse pour prendre en main la défense de la Pologne ou pour tolérer sa reconstruction.

Il faut entrer dans ces questions générales pour comprendre la politique polonaise telle que M. Wielopolski a tenté de la poursuivre. La Pologne ne peut rien attendre de la Prusse, encore moins du radicalisme ou de la révolution, puisque le patriotisme germanique se fortifie chaque jour dans la conviction qu'il faut maintenir l'abaissement des races arriérées ou faibles. Les radicaux veulent faire l'unité de l'Allemagne par le fer et par le sang, mais ils regardent le partage de la Pologne comme une garantie que rien ne saurait remplacer. N'est-ce pas à ce partage que l'on doit le miracle qui a fait des conquérants russes un allié sûr et comme une réserve toujours prête à l'appel de l'Allemagne?

C'est en effet la grandeur essentiellement particulière de la civilisation anglaise que les Allemands revendiquent comme un bien qui serait propre à toute leur race, convertissant avec une passion pleine d'orgueil un fait spontané en un système odieux. Lorsque l'on va jusqu'à prétendre que la Révolution française est une révolte immorale contre la prépondérance naturelle du principe germanique, il est évident que l'on ne peut accorder le droit de vivre à des peuples moins illustres et moins éclairés. Le progrès du radicalisme n'a rien changé à ce patriotisme judaïsant; il a seulement fait descendre le privilége dans les couches

inférieures. Qui l'ignore? c'est la plus mauvaise espèce de réaction. celle qui s'insinue dans le cœur des démocraties et les pousse à exagérer les abus et les procédés du despotisme. Heureusement, si les belles choses gagnent à être *démocratisées,* les mauvaises prennent alors un caractère si abstrait et si exclusif qu'elles ne peuvent longtemps rester debout.

Aucune ouverture n'étant possible du côté de l'Allemagne, la France ne pouvant faire rien d'efficace tant qu'elle n'aura pas d'allié sûr et puissant, enfin le grand flot de la révolution s'étant lui-même brisé après 1848 en autant de courants et de forces qu'il y a d'intérêts et de passions qui se contredisent, quelle ressource restait-il à la raison d'Etat, à supposer qu'un Polonais fût capable de s'en inspirer au milieu de cet essor mystique du patriotisme, si ce n'est de tenter enfin quelque chose du côté de la Russie?

Ces tentatives devaient rencontrer dès l'abord de très grandes difficultés dans les passions et dans les préjugés réciproques; cependant, la force des choses poussait bien de ce côté. En Russie, le nouveau règne, le réveil du peuple, les humiliations à venger, tout s'accordait pour amener un changement de système et de politique vis-à-vis de la Pologne. Malgré tant d'abîmes creusés, le rapprochement et la réconciliation entre la Pologne et la Russie ouvrent des perspectives qu'il serait inutile de chercher d'un autre côté. La Russie est le seul des pays copartageants qui ait essayé de revenir sur ses propres torts et de donner aux Polonais quelque chose comme une patrie au sein de l'empire. Telles sont les propres paroles de l'empereur Alexandre I. Parmi les peuples du même sang, tout arrangement est plus facile, témoin cette umon de la Lithuanie et de la Pologne, que l'on ne saurait trop souvent citer. Les anciens tzars voulaient être rois de Pologne: que leurs successeurs le soient réellement, qu'ils en

remplissent les nobles devoirs, et ne devront-ils pas considérer toute leur ambition légitime comme satisfaite?

Les Russes ont fait autant de mal en Pologne que qui que ce soit, mais on a vis-à-vis d'eux le sentiment qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient. N'avaient-ils pas, comme dit le poète, l'héroïsme de l'esclavage? Le crime, dont ils n'avaient pas conscience, ne consiste pas dans la conquête, qui n'eût été, à vrai dire, qu'une tentative d'annexion effectuée à l'aide du temps: il ne consiste que dans le partage. Ce n'était pas là seulement de la violence, mais de la trahison, trahison envers la patrie slave comme on n'en a jamais commis; c'étaient leurs civilisateurs allemands qui les rendaient traîtres à leur propre race. Il ne faut jamais oublier en ces questions le principe de la communauté de langue et de sang et, par suite, de l'honneur slave. Il y a bien quelques érudits obscurs, pris d'une passion aveugle, qui voudraient rompre ce lien vague et pourtant réel qui unit la Pologne à la Russie, prétendant que celle-ci est exclusivement finnoise et mogole, mais le bon sens de l'histoire ne s'arrête pas un instant à de telles divagations. Le soldat moscovite, que le poète a appelé son frère slave, le restera malgré les chimères d'une érudition suspecte. Il est sage de reconnaître tous les liens que la Providence a mis entre les hommes, ne fût-ce que comme un principe de pitié au milieu des haines, et ce lien du sang slave que l'on prétend rompre sera peut-être encore pour les peuples un principe de progrès et de liberté, de force et d'union.

D'ailleurs la société slave n'est pas seulement une expression géographique ou ethnologique; ce n'est plus une idée creuse, à laquelle la passion et les intérêts demeurent étrangers. Toute idée devient pratique et concrète du moment où elle comprend de grands intérêts aussi bien que de grands sentiments communs à tous. Ici, le sentiment commun, c'est la honte et la pitié si justement inspirées aux deux nations par la misère et l'abaissement des races

slaves, qu'elles soient soumises à l'Allemagne et à la Turquie, ou à la bureaucratie de Saint-Pétersbourg. Lorsque la civilisation sert à l'exploitation impitoyable des peuples arriérés et des ignorants, et lorsque le pouvoir leur arrache tous les moyens qui pourraient servir à leur développement individuel et spontané, on aboutit à des agonies et à des révoltes indicibles des âmes. Tel est l'état des peuples slaves. La Slavie n'a pas la douleur résignée de la Niobé romaine assise parmi les ruines et les parfums du sanctuaire; sa misère a quelque chose de plus saisissant; elle n'a ni compensation ni prestige; c'est enfin tout un monde esclave, justifiant le jeu de mots cruel de l'histoire: «Esclave et Slave.» Que faut-il pour que tous ces peuples soient relevés de cette condition extrême d'abaissement, si ce n'est qu'ils aient pitié d'eux-mêmes, au lieu de se reprocher les uns aux autres leurs souillures et leurs maux? Que cette pitié devienne une passion profonde, et ils seront assez forts et assez fermes pour se faire justice. On ne saurait trop leur dire que la haine qui vient de la pitié est sacrée, et que la pitié dans les âmes viriles produit des haines justes. Chez ces races douces, il faut aimer pour haïr le mal; dans ce sentiment, tous les Slaves sont unanimes.

L'intérêt général de la race slave ne parle pas moins haut que ses sentiments, mais il est précisément d'une nature si générale et si complexe qu'il serait assez difficile de l'exposer en quelques mots. Cet intérêt est en effet plus étendu que la race slave ne l'est elle-même, car il consiste dans la solidarité des peuples arriérés et faibles vis-à-vis de ceux qui abusent d'une civilisation supérieure pour les retenir dans des bas-fonds où la notion du droit n'a point pénétré. Ce suprême intérêt, qui est celui de la vie et de l'épanouissement à la grande lumière de l'humanité, détermine la situation et la politique de toute nation slave. Il détermine d'abord leur situation vis-à-vis de

l'Allemagne, et il décide ensuite de leur entraînement vers la France, non-seulement par les relations diplomatiques, mais encore par la force supérieure des choses de l'esprit; car c'est en serrant d'aussi près que possible la pensée française, et en se rattachant à la forme française de la civilisation qu'ils parviennent à se redresser. La France elle-même, avant la Révolution, était un pays arriéré à beaucoup d'égards, le prémier des arriérés, si l'on veut, mais enfin il l'était, et c'est de ce retard qu'est née une révolution vraiment humaine, la fleur des temps, celle dont la semence est partout féconde. Phénomène comparable à celui qui opère, dit-on, la métamorphose des plantes et qui tire d'un obstacle apporté au développement de la tige les suprêmes épanouissements de la vie.

Il fallait bien, si l'idée de la personnalité était le principe de la renaissance révolutionnaire, que l'on finît par sortir des abstractions et par concevoir la personnalité tout entière avec ses racines naturelles, avec tous les liens qui l'attachent à la société et au sang à travers lesquels elle plonge, par lesquels elle vit. La révolution ne peut être ni organisée ni close sans cette conception plus large et vraiment morale. Il était donc naturel que la France, après quelques hésitations, appuyât l'essor de ces nationalités arriérées qui réclament le droit et qui agitent aujourd'hui le monde. Il ne faut d'ailleurs qu'une idée et une direction pour que toutes ces faiblesses réunies produisent une grande force, au lieu de succomber séparément comme les guerriers blessés de la légende. Ne sont-ce pas les classes inférieures de la société des nations chrétiennes qui aspirent à leur tour à l'égalité des droits? Elles ne savent pas encore la vie, elles sont comme les roturiers héroïques de 89 qui, eux non plus, ne connaissaient pas la guerre et qui, pour cela même, lui donnèrent les formes neuves qui servent à précipiter la victoire. Cette forme neuve que l'avénement des peuples slaves ap-

porterait à la paix fondée sur le droit et à l'équilibre de la liberté, ne serait-ce pas cette forme de la confédération monarchique que MM. Wielopolski et Zamoyski réclament également pour la Pologne? Il est vrai que, pour réunir ces populations ulcérées, il faut retourner bien des cœurs dans les poitrines. Il faudrait en même temps exalter, conduire et dominer les passions comme M. de Cavour a su le faire en Italie. La science, et surtout la science sociale, a cessé d'être la servante de la théologie, mais elle ne sera toujours vrai qu'en restant ou en devenant la servante de l'âme.

L'idée de la confédération des peuples diffère infiniment de leur absorption par un seul d'entre eux: c'est la forme constitutionnelle qui s'impose naturellement à l'Autriche; la forme à laquelle les nations scandinaves aspirent avec plus de résolution et de liberté; elle ne réveille aucune répugnance profonde; elle ne peut être déshonorée comme la conquête russe par une alliance avec l'ennemi du nom commun. Mais il ne suffit pas de voir que la confédération est possible, il faudrait encore comprendre que le développement naturel des peuples slaves n'a pas d'autre issue, que la tentative du grand-duc Constantin n'est pas un caprice, mais qu'elle est le premier symptôme d'une tendance nécessaire qui se déclare.

La première condition, dans cet enchaînement d'idées, c'est que l'empire russe marche droit à la liberté politique. On a beau médire du principe d'égalité, sa fécondité libérale est prouvée par tous les exemples; la réforme civile est la grande route du siècle pour arriver à la liberté. Voyons ce qui se passe chez les puissances voisines. La Prusse abolit le servage en 1808, et cinq ans après le roi est obligé de promettre une constitution. En Autriche, l'égalité civile est fondée par le mouvement de 1848. Le mouvement est vaincu, mais, comme l'égalité civile persiste, le gouvernement absolu arrive avant le terme de dix ans

à la plus complète impuissance. Il n'en saurait être autrement de la Russie. Il n'est pas difficile de concevoir comment cela se fait. Les hautes classes, en perdant leurs priviléges, cessent de contribuer au gouvernement direct de la société. Il faut donc que la bureaucratie s'agrandisse démesurément jusqu'à épuiser les forces vitales de la nation et de l'Etat. Le Bas-Empire seul a pu vivre dans ces conditions, parce qu'il n'avait ni voisin ni compétiteurs, qu'il avait un grand fonds de libertés municipales et que la vie décroissait en lui; tandis qu'avec les rivalités européennes, le système de l'égalité dans l'esclavage mène tout droit et très vite è l'impuissance, au mépris et à la défaite.

Si l'ignorance en Russie peut être considérée comme un obstacle, l'esprit d'imitation est un aiguillon; l'absence de toute justice régulière et la corruption des agents du pouvoir en sont d'autres et de très puissants: la ressemblance de l'état intellectuel et le souvenir des coups d'Etat du XVIII. siècle font songer à l'Espagne si féconde en journées révolutionnaires depuis que la superstition du pouvoir a été détruite. Qui ne sait qu'en Russie les gens comme il faut veulent l'honneur de la liberté, et qui ne voit que la grande masse populaire va détourner toutes ses haines sur le fonctionnaire? C'est la grande marée qui monte, c'est un peuple immense qui va se précipiter dans la liberté, dans la vie morale; par quelle porte? Sera-ce par celle du progrès ou par celle du crime? Voilà ce qui dépend peut-être uniquement de l'initiative des chefs du pouvoir. Leur loyauté et leur prudence peuvent encore sauver le peuple de ces déchaînements extrêmes, s'ils se résignent aux destructions nécessaires, s'ils fondent le droit, s'ils creusent enfin les canaux et s'ils élèvent les digues de la liberté. La haine et le mépris du mal social débordent dans les cœurs de leurs sujets; mais c'est l'amour du bien et le respect sacré du droit, c'est-à-dire les moyens

de salut au milieu de la tempête, qui leur manquent, et que seul un juste au pouvoir pourrait leur donner, en inondant d'une lumière nouvelle toutes ces âmes qui se révoltent. Le souverain peut hâter l'heure de la justice, et par là épargner à la nation de grandes calamités; mais la liberté est déjà devenue trop nécessaire pour que la force ou la ruse puisse lui faire obstacle.

Tel est le mot de la situation que nous essayons de dépeindre. Il est aisé de prévoir que ni la liberté ni la justice en Russie ne pourraient coexister avec l'état de siége perpétuel dans les provinces polonaises. Ni la dynastie, ni l'ordre, ni la politique extérieure du nouveau régime, ne sauraient plus s'accommoder du vieux système d'oppression. La première chose que les peuples demandent à leurs anciens maîtres pour avoir foi dans leurs promesses, c'est une direction nationale, si ce n'est même passionnée, de la politique vis-à-vis des principes ennemis de la nation. L'exemple récent de familles souveraines déchues et errantes en Europe est trop éloquent pour ne pas être mis à profit par les Romanoff. Que ces princes se fassent donc russes et slaves et par là même anti-allemands, puisque c'est la résistance à l'Allemagne qui est en quelque sorte le dernier mot des intérêts et des pensées slaves. L'alliance intime avec les cours germaniques étant impossible, une alliance sérieuse et pour ainsi dire constitutionnelle avec la France est la politique nécessaire de la liberté. Qui ne verrait alors combien la possession violente des provinces polonaises devient onéreuse et embarrassante? Difficulté militaire de la défense, difficulté plus grave encore de la politique, tout conspire pour faire cesser un système désormais impossible. Il n'y a que la confédération de la Russie et de la Pologne qui puisse cadrer avec l'esprit libéral et mesuré d'une vraie politique européenne. Cette masse naguère inerte, et dont on pouvait craindre d'être écrasé, ne paraîtra tout à fait humaine

que lorsque le droit, dans ses formes les plus hautes et les plus avancées l'aura pénétrée, et organisée; qui plus est, la Russie slave ne peut entrer dans la voie de la liberté sans entrer du même coup dans la politique française de l'affranchissement. C'est alors que la règle équitable d'une égale liberté sera facilement imposée à tout le monde. Qui ne voit que le droit des gens si nécessaire à l'idée moderne, et avec lui l'équilibre européen de la liberté, ne seront possibles que lorsque la cité où le premier empire s'est brisé avec éclat se sera faite l'écho de la France, lorsque Moscou sera devenu le pôle de Paris? Alors tout ce qui se trouve compris entre ces deux puissances sera nécessairement pénétré, dissous et réorganisé par la justice.

S'il y a quelque chose de certain, c'est qu'aucune entente et aucune réconciliation de la Russie avec la Pologne ne pourra être sérieuse si l'on ne brise le pacte des partages; c'est le seul gage et la seule garantie constitutionnelle ou pour mieux dire historique qu'on puisse lui donner. Le jour où la Russie adressera une note publique aux cabinets allemands pour les rappeler au respect des droits consignés en faveur de la nationalité polonaise dans les protocoles de Vienne, ce jour-là, tous les honnêtes gens et même les exaltés seront avec elle. Et lorsque les drapeaux des deux peuples slaves seront déroulés côte à côte par un dévouement loyal du plus fort aux intérêts et aux droits imprescriptibles du plus faible, toutes les offenses et le sang versé seront expiés. Toute confédération équitable, égale, sera fortement et facilement maintenue par la communauté évidente des plus puissants intérêts qui puissent servir à l'union parmi les hommes.

Si tel est, comme nous ne saurions en douter, le premier but ou du moins la fin idéale de l'homme d'Etat qui a été l'objet de cette étude, on peut trouver qu'il se trompe, peut-être même d'une manière coupable, mais il est difficile de lui refuser les sentiments du citoyen. Il est de ces

hommes qui sont devenus considérables par le patriotisme dans l'impopularité, et qui se sont efforcés de servir le peuple, tout en luttant contre ses passions ou contre ses instincts. Le marquis pourrait être comparé à ce Phocion de Plutarque qui ne voulait pas que l'on perdît la dernière bataille de la liberté, pour faire honneur aux mânes de ceux qui avaient vaincu autrefois. Il y a mieux cependant que cette sagesse qui n'est que critique et négative, puisque c'est le parti de la vie que nous devons prendre en toutes choses. Nous nous croyons en devoir de demander à la sagesse ambitieuse non-seulement de salutaires prévoyances, mais encore des accumulations de préparatifs et de forces; nous avons besoin que nos Phocion soient des Thémistocle. Ce point de vue n'est pas injuste vis-à-vis du marquis, car la fortune est le juge naturel des ambitieux, et l'on ne peut apprécier les arbres que d'après leurs fruits.

Quant à l'administration de M. Wielopolski, nous avons vu qu'une partie de ses actes les plus blessants n'était nullement nécessaire pour maintenir sa position; c'étaient des torts gratuits d'autant plus fâcheux, que la plus grande sérénité de caractère eût pu seule lui frayer une route à travers les terribles équivoques de sa position. Cependant toutes les tendances habituelles des Polonais et des Russes étaient contre lui; il ne suffisait donc pas à sa tâche de gouverner et de modérer les passions en les servant, comme d'autres hommes l'ont su faire, car il ne pouvait ni les avouer ni les mener ouvertement à l'accomplissement de leur but. Il lui faillait, au contraire, briser les courants et les refouler violemment vers leurs sources, afin de pouvoir leur ouvrir de nouvelles issues. Il devait marquer les événements à sa propre empreinte, et leur imprimer une physionomie par trop personnelle.

Nous ne saurions nous empêcher de penser que l'initiative la plus hardie est une chose facile auprès de la

ténacité qu'il faudrait pour se maintenir, sans faire de grandes fautes, dans une position aussi violente, toujours dans la défaveur publique, souvent dans un isolement absolu. Il y a là une impossibilité et comme un fanatisme de la pensée, spectacle rare dans notre temps, et qui nous transporte dans les régions stoïques de l'esprit, non pas, il est vrai, dans les temples sereins des sages, mais dans l'époque des caractères tendus et tragiques. Contre tant d'obstacles ou même contre tant d'affronts, il ne restait souvent à M. Wielopolski que sa volonté, et, pour ainsi parler, le moi de Médée. Pourquoi faut-il que le moi soit haïssable, si lui seul est grand? Cependant on ne peut être vraiment juste pour cet homme que si l'on constate combien le double principe et la double acception de la personnalité, le bien et le mal, la force et la faiblesse, se trouvaient tout d'abord réunis dans une personne. Malheureusement ce n'est pas le bien, c'est le mal qui a gagné à mesure que les difficultés s'amoncelaient autour de lui, et que son âme, d'apparence si ferme, cédait à la pression des circonstances.

Ce que M. Wielopolski ambitionnait, ce n'était rien moins, comme il l'a déclaré lui-même, qu'un jour semblable au grand jour de M. de Cavour, à celui où cet homme illustre vit enfin déclarer la guerre qu'il avait si longuement préparée. Mais la situation est plus difficile, et l'insuffisance de l'homme nous apparaît clairement lorsque les affaissements de son courage se trahissent sous le masque orgueilleux de la violence. Il nous est impossible de voir les masques d'un esprit vraiment fait pour traverser des situations diverses et suffire à toutes, pour mener jusqu'à leur but éloigné de grandes entreprises. Nous croyons, sans aucune nuance d'ironie, que le plus beau jour de sa vie politique sera celui où il pourra remettre ses pouvoirs à ce comte Zamoyski, à l'exil duquel il a trop facilement consenti. Après avoir commencé d'une manière terrible,

mais qui pouvait être avouable ou même intelligente, il a dévié de la voie droite sous la pression de la haine, il a fini par jeter à son pays des insultes qui ne pouvaient retomber que sur lui-même; il a enfin contresigné le décret du 6 octobre 1862 sur le prochain recrutement, qui comble la mesure. Ce décret abolit le tirage au sort, il suspend de même toutes les dispositions légales sur la matière, il remet simplement au gouvernement le droit de déporter vingt-cinq mille personnes à son choix, toute loi cessante, sous prétexte de recrutement. La dernière ombre de légalité est détruite. Ne dirait-on pas le délire de l'arbitraire? Il est impossible que la nation russe tolère longtemps de pareils actes. Que nous parle-t-on du concours des honnêtes gens? Le cri de la Pologne répondra en demandant que les honnêtes gens de toutes les Russies avisent à empêcher de telles folies et des excès de pouvoir si humiliants pour eux.

Comte Roger Raczynski.

(Tiré de la Revue Contemporaine.)

DEUX PORTRAITS

DE

LA POLOGNE CONTEMPORAINE.

LE COMTE ANDRÉ ZAMOYSKI ET LE MARQUIS WIELOPOLSKI.

I. Le Mouvement polonais en 1861, coup d'œil sur le développement politique et social dans le royaume de Pologne depuis 1831 jusqu'à nos jours. in-8°, Leipzig 1862. — II. Le grand-duc Constantin, le marquis Wielopolski et les Polonais; Paris 1861. — III. La Russie et la Pologne sous le règne actuel, réponse à la Revue des Deux Mondes; Paris 1862.

Si les événemens qui ont remué la Pologne depuis deux années n'étaient que la tragédie domestique d'un peuple, ils auraient certes encore assez de puissance pour émouvoir les âmes; mais ces scènes pleines d'émotion et de deuil sont plus que la tragédie intime d'une nation aux prises avec le malheur; elles sont la vivante démonstration de l'impuissance d'un système; elles se lient à cet ébranlement contemporain des vieilles organisations sous l'action sourde et irrésistible d'un nouveau principe de vie; elles ramènent au jour enfin le grande et triste problème né d'une violente tentative de destruction qui a pesé comme une fatalité sur la politique européenne tout entière, de ce partage qu'un diplomate a justement nommé le berceau sanglant de la sainte-alliance. Ce qu'on a voulu établir ne s'établit pas, et n'a tout au plus que l'autorité équivoque d'un fait sans cesse remis en doute; ce qu'on croit mort au contraire vit de toute l'énergie d'un instinct qui se dérobe à toutes les compressions, à toutes les

combinaisons, et pour la première fois peut-être dans l'histoire on peut suivre pendant un siècle à la trace des convulsions un acte que nul n'osa jamais absoudre, qui a été plus d'une fois désavoué par les héritiers de ceux-là mêmes qui l'ont accompli, qu'on n'a enregistré dans les traités qu'en s'excusant et en se sentant une certaine rougeur au visage, qui se maintient pourtant par la cruelle logique des ambitions et des intérêts complices, mais contre lequel s'élève une tradition invariable de résistance et de protestation.

Comment donc se résoudra ce problème toujours débattu, devant l'Europe émue et hésitante, entre une domination aussi peu sûre de son droit que de sa durée et une nation dont l'incorruptible vitalité défie toutes les épreuves? Comment réussira-t-on à pacifier la Pologne? S'il ne s'agit que d'une tranquillité materielle du moment, tout est dit, la force est là, et les Polonais ne pourraient aller au combat que comme ils iraient au supplice; mais cette autre pacification qui n'est due qu'à des moyens moraux et politiques, comment l'obtiendra-t-on? Sera-ce par quelque acte d'intelligente et libérale justice, rouvrant l'avenir à une nation dans l'attente? Sera-ce par une politique plus habile, cherchant à réconcilier les vainqueurs et les vaincus sous un pacte systématiquement maintenu et resserré? C'est là ce qui s'est agité et ce qui s'agite encore dans tout ce qui se produit à Varsovie depuis deux ans, dans ce mouvement d'hommes et de choses qui a fait passer comme dans un saisissant éclair toute une société frémissante et passionnée, qui, après avoir eu une période d'éclat extérieur, semble rentrer dans la région de lutte obscure et laborieuse, et qui vient aboutir en se personnifiant à ce double fait où se révèle toute une situation; — l'exil déguisé, l'internement à l'étranger du plus populaire des Polonais contemporains, le comte André Zamoyski, et l'omnipotence ministérielle de cet autre Polonais hautain, le marquis Wielopolski, sous la direction d'un grand-duc messager de la

pensée impériale à Varsovie; — deux hommes, plus que deux hommes à vrai dire, deux idées, deux politiques se développant parallèlement à travers ces agitations récentes, deux types supérieurs de la vie nationale observée dans ce qu'elle a de simple, de permanent, et dans une de ces contractions douloureuses d'où s'élancent parfois tout armées les personnalités violentes.

Tout s'enchaîne et s'éclaire en quelque sorte d'une lumière intérieure dans cette histoire d'un siècle qui conduit aux événemens d'aujourd'hui, où domine un trait ineffaçable. Aucun pays du monde peut-être n'a plus manqué d'une forte institution politique que la Pologne dans sa dramatique existence, et c'est par là qu'elle s'est trouvée désarmée le jour où l'ennemi à trois têtes a marché sur elle. Alors elle n'eut plus à opposer à la complicité de redoutables ambitions que les convulsions de son héroïsme et la pensée tardive ou prématurée d'une réforme intérieure violemment interrompue. Aucune contrée aussi n'a été plus riche de cette séve native qui se traduit en énergie locale ou individuelle, en résistances multipliées et indomptables, et rien n'explique mieux comment la Pologne a été si facile à surprendre, si difficile à soumettre, comment, après avoir été vaincue en 1794 avec Kosciusko, vaincue encore par les armes en 1831, livrée à la rudesse de l'assimilation germanique à Posen, massacrée en Galicie, broyée dans ce que les traités ont appelé le royaume, elle peut se retrouver vivante. C'est qu'elle a manqué au moment voulu de la force défensive d'une institution fixe concentrant la puissance nationale; mais la séve est restée, elle s'est répandue, disséminée pour ainsi dire, et désormais l'âme de la Pologne a été partout où il y a eu un Polonais, en Sibérie, au Caucase, dans l'exil comme dans l'intimité du foyer domestique, fermé à toute influence étrangère. De là cette situation extraordinaire où, sous une domination toujours artificielle, à travers des circonscriptions politiques qui changent et les événemens

qui se succédent, se meut une société qui reste elle-même, qui se nourrit de sa propre substance, ne touchant à la société officielle que par une plaie vive, ne se laissant atteindre ni dans ses mœurs, ni dans son génie traditionnel, ayant ses partis, ses factions si l'on veut, ce qui est encore une dernière marque d'autonomie, mais gardant une secrète et invincible unité jusque dans la dispersion, le morcellement et la dépendance.

C'est Miçkiewicz qui raconte que, lorsqu'on s'agitait en Pologne, dans le foyer primitif de la patrie, tous les Polonais répandus dans le monde, bien que ne sachant rien de leur pays, ressentaient à travers la distance la secousse électrique et se trouvaient debout. A l'époque de la confédération de Bar, Beniowski, l'un des premiers dans la tradition de l'exil, osait s'insurger au fond du Kamtchatka, et bravait pendant tout un hiver la puissance russe. Au moment de la guerre de Kosciusko, les tentatives de soulèvement se multipliaient parmi les Polonais dispersés dans les contrées les plus lointaines de l'empire. Quant au signe visible, contemporain, de cette unité survivante d'une nation morcelée dans son territoire, il est étrange, et n'a surtout rien de commun avec l'érudition historique ou ethnographique; c'est le deuil porté aujourd'hui partout également en Pologne, à Posen comme en Galicie, dans le royaume comme dans la Lithuanie et dans la Podolie. Il y a en Russie un signe de plus pour caractériser tout ce qui est terre polonaise, c'est l'état de siége. Ces deux choses, le deuil et l'état de siége, sont, au sein de trois empires, comme le signalement douloureux d'une Pologne que nul traité assurément n'a prévue. De là aussi ce je ne sais quoi de passionné et de dramatique dans une société ainsi organisée, réduite a se défendre sans cesse, à s'affirmer sous toutes les formes de l'inspiratiou ou du sacrifice, à suppléer à tout par sa séve intérieure et par l'énergie individuelle, dans une nation sans indépendance avouée, mais

toujours vivante par les hommes qui se succèdent, politiques, soldats ou écrivains, depuis les chefs de la confédération de Bar jusqu'au probe et populaire Kosciusko, jusqu'à ce grand émigré, le prince Adam Czartoriski, qui a su élever l'exil à la heuteur d'une dignité, d'une mission de service public.

Cette sorte de représentation nationale spontanée et libre, elle est partout, essayant toutes les combinaisons sans réussir et sans s'arrêter, se renouvelant d'époque en époque, et c'est ainsi que ce mouvemont actuel, qui se rattache lui-même à tant d'autres mouvemens, qui a eu sa lente préparation, ses ouvriers obscurs et pratiques comme ses précurseurs retentissans dans la poésie, en est venu à se personnifier dans ces deux hommes, — le comte André Zamoyski et le marquis Wielopolski, — si différens de caractère, quoique issus de la même séve et portés par les mêmes événemens; l'un devenu sans effort la conscience parlante d'un peuple, représentant dans toute son ingénuité le sentiment du droit et faisant de la sincérité une politique; l'autre, esprit vigoureux et superbe, jeté par découragement ou par haine dans la théorie désespérée d'un panslavisme plein d'énigmes, se plaisant dans l'indépendance solitaire d'un rôle où il a toutes les difficultés à vaincre, toutes les colères et toutes les suspicions à braver, irritant les Polonais sans cesser d'être Polonais, acceptant l'apparence d'une complicité avec la Russie, mais en se relevant par la fierté de son attitude, par la liberté de sa parole et de sa passion, et disant encore aujourd'hui dans une brochure qui lui est attribuée*), où il se déguise à peine sous ce nom de *fils de noble* que Slowaçki jetait à la face du *poète anonyme:* «Si quelqu'un est accusé pour avoir lu ces pages, et

*) Cette brochure, écrite en polonais, qui a causé une grande sensation en Pologne, est en effet généralement attribuée au marquis Wielopolski, dont elle reproduit toutes les idées et les habitudes de style.

s'il les a prises à cœur, alors je me présenterai et je dirai: J'ai raconté la douleur qui ronge une nation héroïque; punissez-moi seul pour l'avoir dévoilée, et je mourrai, s'il faut que je meure!»

Certes tout a singulièrement changé en Pologne, comme en Europe, depuis trente ans, depuis cette révolution du 20 novembre 1830, qui dura dix mois et dont la chute de Varsovie signala la triste défaite. Mil huit cent trente apparait comme une étape lointaine et dépassée. Ce n'est pas moins une date significative où tout se renoue, où, sous le coup même d'un effroyable désastre, recommence le travail d'un peuple qui passe vingt-cinq ans étouffé dans la morne obscurité des répressions, qui respire un peu et revoit la lumière vers 1855 pour se relever tout à fait au grand jour des démonstrations de 1861, et par une circonstance curieuse c'est dans cette révolution même de 1830 qui scinde la vie polonaise, qui fait d'une catastrophe nationale le prologue d'une histoire toute nouvelle, c'est dans cette révolution que commence la carrière publique des deux hommes dont la figure se détache sur tout ce mouvement contemporain. De loin, cette révolution apparait peut-être comme une impatience héroïque, comme un acte de généreuse irréflexion. Les Polonais ont le droit de le croire; nous, en France et en Europe, nous avons à peine le droit de le dire, car ce ne fut qu'à ce prix que la guerre fut détournée, et que la France n'eut point à soutenir le choc d'une coalition nouvelle.

Ce qu'on a toujours soupçonné, mais ce qu'on n'a jamais su qu'incomplétement en effet, c'est à quel point l'empereur Nicolas était déjà engagé contre la révolution de juillet. Son premier mouvement avait été de donner à son ambassadeur à Paris l'ordre de se tenir prêt à partir et de quitter d'abord l'hôtel de l'ambassade, tandis que d'un autre côté il faisait avancer ses forces, dont l'armée du royaume de Pologne était l'avant-garde, tandis qu'il envoyait

le maréchal Diebitsch à Berlin pour concerter des préparatifs militaires, et que sa diplomatie partout active s'efforçait de retenir toutes les politiques sur le terrain de la sainte-alliance. L'évidence de ces dispositions de guerre ressortirait de quelques dépêches particulières de M. de Nesselrode aux agens russes, ainsi que d'un mémorandum adressé au grand-duc Constantin et annoté par ce prince. Déçu par l'attitude de l'Angleterre, le tzar comptait du moins sur la Prusse et l'Autriche, et à défaut d'une rupture ouverte avec la France il luttait encore pour qu'on se bornât à reconnaître le roi Louis-Philippe comme lieutenant-général du royaume. Alors éclatait la révolution de Pologne: c'était, suivant une expressien caractéristique, l'avant-garde qui se retournait contre le corps de bataille. «Eh bien! messieurs les Polonais, disait le maréchal Diebitsch aux députés de la diète de Varsovie qui passaient par son camp allant à Pétersbourg, votre révolution n'a pas au moins le mérite de l'àpropos; vous vous êtes justement soulevés au moment où toutes les forces de l'empire étaient en marche vers vos frontières... Qu'en résultera-t-il pour vous? Nous comptions faire une campagne sur le Rhin, nous la ferons sur l'Elbe ou même sur l'Oder après vous avoir écrasés... Vous sentez bien que la parole d'un souverain est quelque chose, d'un souverain surtout qui la tiendra envers et contre tous, comme il est résolu à tenir celle qu'il a donnée au roi Charles X.» Il arrivait ainsi que cette révolution, impatience d'héroïsme ou témérité, si l'on veut, à n'observer que les forces en présence, tirait de la situation même un sens profondément européen.

C'est dans ces conditions, au milieu d'une Europe ébranlée et indécise, que la Pologne se jetait dans la lutte, opposant les armes aux armes, la diplomatie à la diplomatie. Deux des plus jeunes membres de cette diplomatie étaient justement le marquis Alexandre Wielopolski-Myszkowski et le comte André Zamoyski, l'un né le 15 mars 1803,

l'autre le 2 avril 1800, le premier d'une maison de haute et riche noblesse, quoique ayant peu marqué dans l'histoire nationale, le second de cette famille de Zamoyski dont les traditions se mêlent à la vie de la Pologne tout entière, et qui comptait encore sept frères dans cette guerre nouvelle d'indépendance. L'un, le marquis, alla à Londres; l'autre alla à Vienne. Ils avaient la même mission, celle de faire reconnaître une Pologne indépendante, ou tout au moins de provoquer une de ces interventions ou de ces médiations qui donnaient en ce moment la vie à une Grèce ou à une Belgique. La diplomatie polonaise avait malheureusement fort à faire. L'explosion du sentiment libéral en Europe était en apparence une condition merveilleusement favorable; au fond, tout était péril et impossibilité, en Angleterre surtout, où l'illusion du patriotisme le plus confiant ne pouvait tenir longtemps devant la résolution froide et arrêtée de s'abstenir, et ici je voudrais bien tirer de l'obscurité un fait qui, pour être banni des annales officielles, n'en a pas moins de valeur.

Quand on parle de la Pologne et de ses ébranlemens périodiques, il semble toujours que l'intérêt soit le même pour l'Angleterre et pour la France, que se soit uniquement pour nous une question de sentiment, et qu'il n'y ait en un mot rien de politique dans l'instinct qui entraîne l'opinion publique en France vers la Pologne. L'Angleterre, avec ses *meetings*, ses discours et ses dépêches, ne s'y est jamais trompée, et elle ne s'y trompe point encore. Il n'y a pas longtemps qu'un diplomate anglais des plus élevés disait naïvement à des Polonais: «Que voulez-vous enfin? Quelles sont vos idées, et pourquoi vous acharner à ce mirage d'indépendance? Nous ne pouvons vous aider en cela: ce serait trop d'avantage pour la France.» Que répondait-on à Londres dès 1831 à toutes les démarches, à toutes les instances des envoyés polonais? M. le comte Walewski, qui

succéda au marquis Wielopolski, pourrait, je crois, le dire. «Vous êtes, répondait-on, des hommes fort distingués et une vaillante nation pour lesquels nous ne ferons rien. Ce n'est pas la Russie qui nous effraie aujourd'hui. c'est la France; nous ne voulons pas affaiblir la Russie, dont nous pouvons avoir besoin un jour ou l'autre contre la France. Vous êtes des alliés pour les Français; arrangez-vous au plus vite avec l'empereur Nicolas.» C'est avec ces difficultés que le marquis Wielopolski, le premier des envoyés polonais, avait à se débattre, et s'il ne réussissait pas, s'il était réduit à n'avoir avec les ministres anglais que quelques entrevues mondaines ou clandestines, qui ne suffisaient pas à sa fierté de gentilhomme et d'agent d'un gouvernement national, il luttait du moins avec toutes les ressources d'un esprit fortement nourri, supérieurement initié à la situation de l'Europe et absolument étranger à toute déclamation. Il résumait sa mission dans un mémoire adressé à lord Palmerston, à peu près inconnu, et qui est, à vrai dire, un étrange exorde du système qu'il suit aujord'hui à trente ans de distance.

Ce mémoire du marquis Wielopolski à lord Palmerston était assurément l'œuvre d'une forte intelligence politique, la plus saisissante démonstration des dangers créés au continent par les partages et par la prépondérance russe, de la nécessité du rétablissement de la Pologne, non-seulement au point de vue du droit, mais encore au point de vue de tous les intérêts européens. En un mot, c'était la question polonaise vue sous toutes ses faces, dans toute son extension, dans ses rapports avec la situation du monde, et pratiquement résolue par une démonstration collective, arrêtant l'effusion du sang d'abord pour arriver à fonder un ordre nouveau. La Russie! cela coûtera sans doute à son orgueil; mais elle cédera devant une manifestation décisive, elle reprendra son rôle naturel: «elle commencera à chercher sa grandeur dans les améliorations intérieures et dans un déve-

loppement calme et progressif de ses ressources locales, au lieu de la chercher dans les envahissemens et les conquêtes.» L'Autriche! elle n'avait jamais été éloignée de se prêter à la réparation d'une iniquité qui pesait toujours sur elle en lui créant un périlleux voisinage avec la Russie, et puis en ce moment même on ne désespérait pas de le tenter par l'appât d'une couronne pour un archiduc. La Prusse résisterait peut-être d'abord; mais qui ne voit que, l'Autriche entrant dans une alliance européenne pour la reconstitution de la Pologne, la Russie réduite à céder devant la manifestation de toutes les volontés, la Prusse à son tour serait fatalement conduite à se résigner? D'ailleurs qu'ont donc gagné la Prusse et l'Autriche au partage? Elles n'ont gagné que d'être plus vulnérables, «de s'incorporer un ennemi continuel, des sujets qui deviennent les alliés naturels de chaque nouvel ennemi de ces états, et auquels on ne peut pas même reprocher d'avoir tort en agissant de la sorte... L'Autriche et la Prusse gagneront plus de force véritable par la considération qui rejaillirait sur elles d'un acte de justice aussi éclatant. Cet événement leur donnerait une attitude toute différente aux yeux des nations. On ne verra plus en elles des ennemis perpétuels de la liberté...» — Mais, disait-on, le danger, c'est la France avec ses vues belliqueuses, avec ses dispositions à déborder sur l'Europe, et ici le marquis Wielopolski analysait avec une singulière sagacité, en traits rapides, l'état de la France, les mobiles des partis. «Le motif le plus puissant qui pousse la France à la guerre, disait-il, c'est la haine de la sainte-alliance, et par le rétablissement de la Pologne ce grief disparaît.» De plus, c'est une satisfaction libérale donnée à cette nation généreuse, tranquillisée dans ses instincts et dans ses sympathies. Il ne resterait donc en France que ceux qui veulent la guerre pour la guerre, la conquête universelle; c'est une infime minorité à laquelle le gouvernement, appuyé par l'immense majorité du pays, n'aurait aucune peine à résister.

Ainsi la Russie renfermée dans ses limites et cessant d'être une menace, l'Autriche et la Prusse rendues à une attitude plus libre et plus naturelle, la France désarmée et satisfaite, une nation jeune et vigoureuse renaissant au nord et tenant la balance, c'était là le résultat de la reconstitution de la Pologne, et l'ordre européen, bien loin d'en être ébranlé, se trouvait raffermi. C'était un gage de paix au lieu d'être un élement de guerre. «Quoi donc! poursuivait ce pressant diplomate en ajoutant à son mémoire, en citant l'exemple de ce qu'on faisait pour la Grèce et pour la Belgique, les Polonais seront-ils les seuls à invoquer en vain tous les principes de justice, de morale et de politique? Est-ce la plus grande puissanae de la Russie qui ferait changer de principes? Mais alors il faudrait convenir qu'il n'y a pas du tout de principes, qu'ils sont tous dans les circonstances, et cet aveu serait-il conciliable avec la dignité des cabinets? Ne serait-ce pas avouer implicitement que la Russie est une puissance vis-à-vis de laquelle on n'ose pas avoir de principes?» Lord Palmerston n'entendit rien, le marquis Wielopolski s'impatienta et partit. Chose curieuse et qui peint peut-être notre temps, la Pologne eut à cette époque trois envoyés à Londres: l'un, le vieux patriote Niemcewicz, avait été bien des années émigré, il resta émigré après le dénoûment, et il est mort dans l'émigration; l'autre rentra pour se mêler comme nonce à la diète et comme journaliste aux débats d'une révolution nationale expirante, pour se soumettre ensuite, et il est aujourd'hui premier ministre du grand-duc Constantin à Varsovie; le troisième n'émigra pas, il ne rentra qu'un instant pour assister à la dernière bataille; il revint en Angleterre et en France, et il est ministre d'état à Paris.

Ce que le marquis Wielopolski faisait à Londres, le comte André Zamoyski le faisait à Vienne, mais autrement et dans des conditions différentes. Qu'on songe simplement à ces petites difficultés: le comte André avait eu à franchir

deux ou trois cordons sanitaires gardant l'Autriche bien moins du choléra que de la révolution, à passer la Vistule à gué, la nuit, ne sachant pas nager, ayant de l'eau jusqu'au cou et portant ses dépêches au-dessus de sa tête, à se dérober à toutes les polices à travers la Galicie et la Hongrie, à pénétrer dans Vienne sans être découvert, enfin à se frayer un chemin jusqu'à M. de Metternich sans se faire connaître, — et il avait réussi par la seule autorité d'une résolution ferme et confiante, si bien que le vieux chancelier de cour et d'état était à la fois surpris et intéressé par cette odyssée presque romanesque d'un diplomate polonais échappant à la police viennoise et se trouvant dans son cabinet pour traiter des affaires de la Pologne! Le prince de Metternich, qui n'avait voulu voir aucun autre envoyé polonais, recevait le comte André dans le plus grand secret, le plus souvent le soir. Il aimait la parole nette et franche de ce jeune plénipotentiaire, qui savait et qui osait tout dire: il écoutait tout, car ce mot de reconstitution de la Pologne n'a jamais effrayé l'Autriche; mais il ne faisait rien. A Vienne, on disait: Voyez à Londres et à Paris. A Paris, on disait: Voyez à Vienne et à Londres. A Londres enfin, on disait plus crûment: Il n'y a rien à faire. Un jour vint cependant où il y eut presque un acte à Vienne. C'était à la suite des scènes d'exaspération populaire qui ensanglantèrent Varsovie le 15 août 1831. «A qui la faute? dit vivement le comte André au vieux ministre autrichien qui lui annonçait ces meurtres en croyant le déconcerter peut-être; c'est vous qui êtes responsable par votre indifférence et votre inaction, et ce sang retombera sur votre tête!» Cette vive candeur de conviction émut le prince, qui aussitôt ouvrit une sorte de négociation où il mit en présence l'ambassadeur de Russie à Vienne, M. de Tatistchef, et le comte Zamoyski. M. de Metternich offrit sa médiation au gouvernement national de Pologne, tandis que M. de Tatistchef se laissa persuader d'écrire au maré-

chal Paskiévitsch pour le déterminer à suspendre toute hostilité, et ce fut le comte André qui partit lui-même avec un secrétaire de la légation russe pour aller porter ces dépêches. Ce n'était que cela, mais c'était encore cela. Malheureusement il était trop tard; quand les deux messagers de paix arrivèrent, Varsovie venait de tomber sous un dernier effort des armes russes, et le maréchal Paskiévitsch n'était point d'humeur à écouter les propositions de Vienne. Il fit conduire devant lui le comte André, l'assaillit de sa colère, le traita comme un prisonnier et un rebelle, et finit par le menacer de le faire fusiller. «Vous n'en avez pas le droit,» répondit le comte André sans se laisser troubler. Vous n'en avez pas le droit! mot curieux assurément, qui dut fort étonner Paskiévitsch, mais qui peint tout entier l'homme auquel il échappait en ce moment, de même que le marquis Wielopolski se peignait dans la dialectique serrée et impérieuse de sa diplomatie. Ce mot peint l'homme songeant à invoquer le droit, s'en faisant une dernière dignité devant le vainqueur, et ramassant instinctivement ce bouclier pour l'avenir au milieu de la plus effroyable ruine. Tout était fini en effet de cette révolution, réduite à n'avoir pour dernière chance qu'une parole tardive et inutile de M. de Metternich. Il ne restait en Pologne qu'un maître irrité en présence d'un pays dévasté par la guerre, d'une armée vaincue et dispersée, d'une société momentanément épuisée ou démembrée par l'émigration, d'une nation enfin n'ayant plus pour longtemps d'autre ressource que des efforts isolés et d'héroïques, mais obscures protestations.

Il est une épreuve inconnue des peuples heureux ou qui du moins dans leurs revers gardent, avec l'indépendance et la liberté de leur vie intérieure, le moyen de refaire leur destinée. C'est cette crise du lendemain d'une défaite où une nation qui s'est vue un moment près de renaître retombe du haut de ce rêve éclatant et ne trouve plus rien, pas même une espérance humainement possible. Les faibles et

les timides n'osent s'avouer ce qu'ils ont pensé et se réfugient dans une soumission muette; les orgueilleux s'isolent, se querellent avec la fortune, et se déguisent parfois à eux-mêmes les victoires de la force pour ne pas en être humiliés. Il n'y a que des âmes viriles et fermes qui, sans illusion et sans découragement, sans s'isoler et sans conspirer avec la foudre, se disent: Il faut se remettre à l'œuvre; recommençons par le commencement! Et certes tout était à recommencer pour la Pologne, seulement dans des conditions très différentes de celles qui avaient existé avant la révolution du 29 novembre. Je ne sais ce qui serait arrivé, si l'empereur Nicolas, maître de l'insurrection par les armes, eût donné l'exemple d'un prince revenant de lui-même à une politique habilement modérée et généreuse, offrant à l'Europe la satisfaction d'un droit respecté, aux Polonais la satisfaction du respect de leur malheur et de l'organisation que l'empereur Alexandre I. leur avait assuré. Ce qui est certain, c'est qu'il n'en eût jamais la pensée; il ne voulut ni de la Pologne du droit, ni de la Pologne légale des traités, ni d'une Pologne réconciliée; il voulut une Pologne soumise, russe et à jamais impuissante, systématiquement détruite dans ses lois, dans ses mœurs, dans sa religion, dans son intelligence, dans sa langue, jusque dans ses costumes, et ici commence une période lugubre qu'on pourrait appeler la période de la captivité.

On a bien souvent peint ce régime, et ce qui a surtout frappé, c'est l'inexorable rigueur d'une politique transportant des milliers de familles polonaises au fond de la Russie, peuplant la Sibérie et l'armée du Caucase. Cette intensité de persécution personelle n'est rien encore pourtant, ou plutôt ce n'est que la partie dramatique et la plus saisissante de ce régime. Ce qui est plus frappant ou du moins plus caractéristique, c'est cette situation prolongée pendant vingt-cinq ans d'un pays systématiquement dissous en quelque sorte dans son organisme, réduit à ne pouvoir

ni remuer, ni s'occuper de ses intérêts, ni rechercher le plus simple progrès moral ou matériel, ni s'instruire, ni même apprendre sa langue sans être soupçonné de sédition, et étouffant dans l'obscurité transformée en régime normal. A qui la faute? On peut choisir. Ce fut peut-être uniquement la faute de ce corps opaque interceptant toute communication entre le pays et la couronne, et que le marquis Wielopolski appelle «le gouvernement militaire,» qu'il appelle aussi un «gouvernement improductif.» Improductif, il l'était sûrement en bienfaits sociaux; mais en même temps il produisait l'irritation, la haine, le découragement, une défiance incurable, la démoralisation et l'ignorance, — une ignorance telle que récemment, lorsqu'on a voulu refaire l'université et restaurer les études, il a fallu réduire l'examen classique à l'explication des livres les plus élémentaires dans un pays où il y a moins d'un siècle la langue latine était la langue de la politique et de la diplomatie!

Nul n'a tracé peut-être d'un trait plus net et plus accusateur ce sombre tableau que le marquis Wielopolski lui-même dans cette brochure, qui n'a été à l'origine, croit-on, qu'un rapport présenté à l'empereur actuel, et où l'auteur, en vrai théoricien constitutionnel, sans doute aussi pour ne pas trop effaroucher, fait une distinction si subtile entre la couronne et «le gouvernement militaire.» C'est assurément une triste peinture. «Toute cette période de l'histoire du royaume sous une administration purement militaire, dit aujourd'hui le marquis, est féconde en préjudices sociaux. Des conditions impropres et un faux système de gouvernement ont appauvri la lumière et détruit la richesse du pays sans dénationaliser personne... Mais le tiraillement dans cette lutte a eu de fatales conséquences: la considération et le respect de la loi sont allés en décadence, car cette loi était devenue le privilége du plus fort et du plus riche. Une affreuse démoralisation dans les sphères officielles, la corruption, le népotisme, la protection accordée aux favoris,

ont miné l'idée même de l'autorité. La société ne voyait pas dans un fonctionnaire un citoyen chargé du bien public, mais un homme fort pour protéger ou pour nuire, au point qu'il arriva que chez nous on cessa de croire qu'une affaire quelconque, fût-ce la plus honnête, pût trouver accès auprès des autorités gouvernementales sans qu'on fût obligé d'acheter la protection des hommes de qui tout dépendait.» Et ailleurs encore: «Les restrictions enfermèrent la société dans un cercle fatal, au point qu'il ne lui arrivait plus que de sourdes nouvelles sur le progrès et que la seule recherche de la lumière devint une conspiration... Il n'était pas permis au citoyen d'envoyer son fils à l'étranger pour y faire ses études, et si quelqu'un éludait la vigilance de la police et des autorités militaires, il brisait la carrière de son propre enfant, et lui-même était alors dans la crainte continuelle de la vengeance. Alors survenait la brigade de gendarmerie qui se faisait une ferme de bon revenu en préservant du châtiment le citoyen pris en flagrant délit d'illégalité. Le passeport à l'étranger devint un trésor enchanté, car il permettait de voir une pleine lumière, quelquefois d'embrasser un frère exilé, de respirer un air frais après avoir été longtemps suffoqué dans cette atmosphère de crainte...» Il en résultait une société tout à la fois détournée d'un développement pratique, paralysée dans l'essor régulier et légitime de son intelligence et de ses intérêts, rejetée dans une oisiveté corruptrice et accessible aux suggestions les plus anarchiques.

Qu'il y eût des conspirations, cela est bien certain; mais elles n'étaient que l'écho de la souffrance universelle de la nation, et après tout «aucun des accusés et des condamnés n'était plus coupable que le citoyen qui restait chez lui et qui avait l'air tranquille.» Et en effet la conspiration n'était ici qu'une légère aggravation; le crime était d'exister, de persister. «Pendant les quinze ans qui ont précédé l'insurrection de 1830, dit le marquis Wielopolski, notre société

a prouvé qu'elle avait un organisme jeune, renouvelé et sain, et qu'elle possédait d'immenses ressources vitales pour une existence indépendante.» Là étaient le crime, le danger toujours possibles. Aussi dès ce moment la politique russe en Pologne devint-elle comme un immense réseau s'étendant sur le pays, arrêtant tout mouvement, réprimant chaque pulsation, gênant le moindre effort individuel, ne laissant rien passer, autant qu'on le pouvait du moins, et c'est l'histoire de vingt-cinq ans!

Vivre à travers tout cependant, revenir de la grande défaite de 1831, échapper aux mailles obscures de ce réseau si violemment tendu sur la société tout entière, tirer parti des circonstances, c'était donc là le problème qui naissait de cette situation, problème redoutable pour la nation, épreuve décisive pour les caractères, pour les hommes réduits à puiser dans leur instinct ou dans le recueillement intérieur une inspiration, une règle. Le comte André Zamoyski, comme le marquis Wielopolski, fut un de ceux qui n'émigrèrent pas. Tout rudoyé qu'il eût été par le maréchal Paskiévitsch, tout désigné qu'il fût encore à une police ombrageuse, il voulut tenir quand même dans le pays comme dans une place assiégée, sans communication avec le dehors, sans nulle intelligence avec ceux de sa famille qui émigraient. Quand il se séparait de son frère, le général Zamoyski, l'un et l'autre se disaient que c'était probablement pour longtemps, qu'ils ne s'écriraient pas. C'était la claustration acceptée dans toute sa rigueur, et dès lors, le premier étourdissement de la défaite passé, commence toute une carrière nouvelle, protégé par l'obscurité même, où se dégage peu à peu un citoyen ne prenant pas des rêves pour des réalités, sans illusion au contraire, se refusant absolument aux conspirations vaines pour se vouer uniquement à des œuvres pratiques; il ne sait ce qui arrivera de ses efforts et ne les continue pas moins, avec cette idée toujours présente qu'une nation ainsi accablée n'a d'autre moyen de se

relever et de se défendre que le travail, la patience, la vigilance sur elle-même, et en quelque sorte la reprise de possession incessante de tout ce que la force ne peut lui disputer. Nul n'était peut-être plus propre à ce rôle de promoteur et de guide, je pourrais presque dire de précurseur en un certain sens, que le comte André Zamoyski. Par sa famille, une des plus grandes et des plus intègres du pays, il était naturellement un des représentans des traditions nationales: par son éducation, il avait le goût des réformes positives et une aptitude d'exécution qu'étaient venues encore développer des études scientifiques étendues faites en Angleterre, en France et en Suisse, sous le général Dufour, alors capitaine du génie. Attaché au ministère de l'intérieur comme directeur de l'agriculture et du commerce avant 1830, et même un instant ministre pendant la révolution avant d'aller à Vienne, il avait manié les intérêts matériels du pays; par sa nature enfin, il avait l'esprit net et résolu qui entreprend. Mais ce qui est caractéristique aussi, c'est la pensée nationale qui se cache au fond de toutes ces entreprises, si étrangères à la politique ou si modestes qu'elles soient. Le comte André se mit à l'œuvre, et il commença en prenant l'initiative d'une émancipation méthodique et graduelle des paysans sur les terres du majorat de sa famille, où il vivait renfermé pendant les premiers temps. Ce n'était que le commencement de cette série de tentatives d'un ordre en apparence tout matériel: établissement d'un haras national ou d'entrepôts, propagation des écoles de village, envoi de jeunes gens à l'étranger pour faire des études agricoles et industrielles, organisation de la navigation à vapeur sur la Vistule reliant les intérêts de la Galicie et du grand-duché de Posen à ceux du royaume, création de compagnies commerciales, fondation du crédit foncier. Et si quelquefois dans ces entreprises les dividendes manquaient au bout de l'année, il arrivait au comte André d'y suppléer. Cet étrange spéculateur faisait des dividendes

fictifs avec sa propre fortune, afin de ne pas décourager ses associés.

La vraie pensée était de refaire le pays, de l'accoutumer à s'occuper de ses intérêts, de le détourner par le travail de l'oisiveté et de la démoralisation. Ce n'était point cependant sans difficulté que le comte André accomplissait cette œuvre patiente et invisiblement régénératrice: il avait à marcher entre les récriminations contraires de ceux des Polonais qui lui reprochaient d'amortir le feu national dans un mouvement tout matériel, et des Russes, qui, sans se rendre compte de la portée de ces entreprises, les voyaient avec ombrage, parce qu'elles étaient la manifestation d'une activité indépendante. Aux Polonais, il ne pouvait rien dire; vis-à-vis des Russes, il puisait sa force dans sa sincérité et dans sa droiture. Toute sa politique dans ses relations avec le gouvernement du tzar pouvait se résumer dans un mot: se tenir debout sans conspirer et sans fléchir. Jamais il ne voulut condescendre à acheter la complaisance d'une autorité russe même pour ses intérêts personnels les plus chers. Ses associés des affaires industrielles lui reprochaient de ne pas savoir donner cent francs pour en gagner mille; mais il résista toujours. Il exigeait au besoin ce qu'on n'avait pas le droit de lui refuser, et ne voulait pas le payer. Il se refusait à ses transactions de la vénalité administrative qui, en allégeant le joug, accoutument à le supporter, et qui abaissent toujours. Il y avait du reste dans sa parole je ne sais quel accent de vive et ferme honnêteté qui troublait et déconcertait complétement. Quand il avait à se débattre avec les autorités russes qui épiaient ses mouvemens, c'est par là qu'il se sauvait sans céder le terrain et sans provocation inutile. Il opposait à la destruction la défense infatigable d'un cœur intègre, d'un esprit actif, profitant des relations que lui créaient les mille affaires dont il était l'ingénieux promoteur pour accoutumer le gouvernement à cette intervention perpétuelle, mais traçant

toujours la limite entre le citoyen chargé d'un intérêt public et l'homme, et faisant respecter en lui le caractère du Polonais. Il eut plus d'une crise à traverser; il ne se laissait ni décourager ni intimider, et quand il était serré de trop près, il faisait ce que j'appellerais une sortie d'honnêteté et d'esprit. Un jour il avait recueilli sur ses terres de pauvres gens qui avaient servis autrefois et qui étaient maintenant sans pain; il les garda, leur donna du travail. Ce fut assez pour qu'il fût soupçonné de vouloir organiser quelque complot et pour que la police envoyât des agens épiant tour autour de lui. Il tint tête à toute cette police, l'effraya même et la dispersa, puis il partit pour Varsovie et se rendit chez le prince Paskiévitch, qui le reçut en tempêtant avec cette accusation invariable de conspiration. — Eh bien! quoi? dit-il; c'est vrai, j'ai recueilli des malheureux, je les garde. Où est le crime? de quoi vous plaignez-vous? Ce sont autant de mécontens de moins. — Au fait, vous avez peut-être raison, dit Paskiévitch, qui était un soldat, et qui se radoucit subitement. D'autres fois l'alarme était plus chaude.

On ne pouvait marcher que pas à pas dans cette voie. Et qu'on songe bien que pendant un quart du siècle ces œuvres, d'une apparence si simple, mais dont chacune était une victoire, ont été la seule manifestation de vie intérieure possible sous un régime qui suspectait tout, voyait partout une conspiration, s'efforçait d'interdire l'action comme la pensée. Je n'ignore pas que des facilités ont pu naître à un moment donné de l'avénement de l'empereur Alexandre II. et d'un certain adoucissement inhérent à un changement de règne. Au fond cependant rien n'était essentiellement changé, et je n'en veux pour preuve que ce que dit le marquis Wielopolski, l'historien le plus récent de cette époque. «On reconnut, dit-il, la nécessité d'une réforme de l'instruction publique, d'institutions scientifiques supérieures, de cours académiques; mais les hommes accoutumés à l'ancien sy-

stème, persuadés que trop de lumière conduit à la révolution, faussèrent cette bonne intention. Au lieu d'une organisation nouvelle de l'instruction publique, on persuada au législateur qu'il fallait, dans un intérêt politique, restreindre le terrain des études, qui produit des idéologues et des anarchistes, et créer à la place des écoles spéciales destinées à former des industriels et des commerçans. Au lieu d'une université qui aurait répandu une lumière supérieure dans la société, on ajouta aux gymnases philologiques un cours restreint de droit, et *pour la sûreté du corps humain* on institua une académie de médecine: la jeunesse, avide de sciences, combla à l'instant cette académie. Dans une dizaine d'années, nous aurions eu un prolétariat de médecine, et partout l'absence de talens supérieurs.» En fait, c'était toujours la même politique, sacrifiant l'intérêt social à un intérêt de domination, et si dès ce moment une certaine vie commençait à renaître, si on se reprenait à s'intéresser à tout, si on sentait l'activité se réveiller, c'était bien moins l'œuvre de quelques réformes partielles ou équivoques que de ce travail de vingt-cinq ans dont le comte André Zamoyski était l'âme, qui disputait pied à pied un terrain d'action indépendante, qui sauvait de la mort une étincelle de vie; travail tout matériel, en apparence tout pratique, et en réalité éclairé intérieurement pour ainsi dire d'un sentiment moral indestructible.

Il y eut un instant où cet obscur et patient mouvement eut un organe humble et simple comme lui-même, un journal, les *Annales d'Agriculture*. Ce fut le germe lent à mûrir de la *Société agricole*, formée d'abord des membrss du comité du journal, de cette société devenue bientôt une puissance et devant laquelle le marquis Wielopolski, qui l'a dissoute, ne put s'empêcher de s'arrêter comme devant l'image imprévue de la patrie. «L'organisation de la Société agricole, dit-il, fut d'une utilité inouie.... Rappelons-nous seulement la période de notre histoire de 1831 à 1855. Après

tant d'années, c'est pourtant pour la première fois qu'on voit sortir du sein de la société une corporation, une institution nationale, qui, ayant à peine abordé les intérêts de l'agriculture, a dû toucher à toutes les conditions de la richesse nationale. Pour accroître la richesse du pays, elle voyait la nécessité de moraliser et d'éclairer; elle devait par conséquent s'occuper des mœurs relâchées, de l'instruction publique; elle devait être aux prises avec l'administration, avec mille difficultés.... Cette institution unique, après avoir rallié l'intelligence nationale, mettait rapidement les membres au courant des affaires politiques et sociales, réveillait la vie publique. A défaut d'autre chose, elle réunissait toutes les capacités, tous les vœux de la nation et tous les efforts des citoyens pour relever la société chancelante, et après avoir rassemblé dans son sein tant d'élémens divers, elle devait, malgré elle, remplacer toutes les institutions nationales de l'époque antérieure à l'année 1831...»

Quand les résultats sont apparus sous la forme d'une véritable résurrection nationale, on a compris qu'ils ne pouvaient être absolument improvisés; on a vu à la lumière du jour le sens et la portée de ce mouvement. Au moment où il commençait, et pendant qu'il s'accomplissait encore dans l'obscurité, on ne se doutait pas qu'il allait conduire au saisissant réveil qui en a été comme le couronnement. Le comte André ne s'en doutait pas lui-même; il agissait sans calcul, sans préméditation arrêtée, surtout sans l'ambition d'un rôle, et c'est ainsi qu'en s'identifiant au pays, à ses intérêts, à sa vie de tous les jours, il est devenu comme le centre et le lien naturel de tous les efforts, la conscience vivante de la nation, ce personnage que le peuple en Pologne, que tout le monde appelle avec une familiarité confiante *monsieur André*. Physionomie expressive et curieuse assurément! homme étrange, mêlant la sérénité de l'homme bien né à une secrète tristesse, hardi à la fois et modéré, indulgent et fin, qui a résolu dans notre temps le

problème de faire de la sincérité et de l'honnêteté une politique, d'oser tout dire sans sédition, de vivre pendant vingt-cinq ans sous le régime le plus dur sans s'abaisser, d'être populaire sans y songer, de mêler à la sagacité pratique un sentiment moral inébranlable! Son action s'étend de sa première création matérielle jusqu'à cette effigie sculpturale qui était placée sous son inspiration et par ses soins, il y a quelques années, à l'entrée de la crypte de l'église de Sainte-Croix à Varsovie, qui y est encore, et dont les Russes ne saisirent pas le sens peut-être au premier moment; c'est un Christ qui plie sous la croix et qui relève la tête d'un effort désespéré, montrant du geste le ciel; au-dessous est écrit ce mot: *sursum cor!* Image aussi nouvelle que touchante des pays qui luttent et des hommes qui, en ayent la foi des œuvres, on gardé l'espérance lorsque l'espéranse ne semblait plus permise!

Rien ne diffère plus de cette physionomie simple, sérieuse, mêlée d'ingénuité austère et de finesse intelligente que cette autre figure aux traits violemment accusés du marquis Wielopolski, comme aussi rien n'est plus différent que la vie de ces deux hommes, qui n'ont eu de commun que d'être de la même génération, de représenter un instant leur pays dans une révolution nationale qui faisait un inutile appel à l'Europe, et de n'émigrer ni l'un ni l'autre après la défaite. Le marquis Wielopolski est visiblement un de ces hommes qui aiment la lutte, qui la recherchent, non pour les émotions qu'elle éveille, mais par cet instinct des esprits entiers et dominateurs qui se plaisent aux choses difficiles, qui s'affirment par la haine, l'impopularité et les obstacles; sa physionomie même est le reflet de cette nature. Le regard est dur et impérieux; l'ensemble du visage est massif et exprime la force; tout chez lui porte la marque de l'opiniâtreté, de la passion du commandement, d'une confiance superbe. C'est bien l'homme qui, dès sa jeunesse, à l'université, disait à un de ses compagnons d'étude à qui

l'on avait donné pour sujet d'une thèse morale et littéraire la présomption: «J'espère bien que vous allez soutenir que la présomption est une vertu.» C'est l'homme qui dit encore aujourd'hui dans sa brochure: «La Providence donne à ses instrumens des forces grandes et durables, le marquis Wielopolski en avait en lui une immense provision.... Le triomphe des homme choisis par la Providence est d'autant plus grand que l'accueil qui leur est fait par les nations est plus mauvais....» Une circonstance de famille n'a pas peu servi peut-être à développer en ce personnage étrange cette passion intense de la lutte que je signalais. en lui donnant une forme particulière. La fortune que le marquis Wielopolski possède aujourd'hui, et qui est considérable, consiste surtout dans un majorat qu'il tient d'un de ses aïeux par les femmes, le marquis Myszkowski. Ce titre même de marquis, unique peut-être en Pologne et en Russie, et qui ajoute un trait exceptionnel de plus à cette vigoureuse individualité, ce titre est un don du pape Clément VIII à un Myszkowski, qui tenait aussi du duc de Mantoue le droit de prendre les armes et le nom de Gonzague. Au moment d'arriver à l'héritier actuel, le majorat des Myszkowski avait été démembré et vendu en partie à la faveur des lois civiles qui régissaient le duché de Varsovie, pour faire face à des dettes de famille. Or ce démembrement, la mère du marquis d'aujourd'hui ne l'acceptait pas; elle revendiquait pour son fils, au nom du droit féodal, l'intégrité du majorat, et en prévision des luttes qu'il aurait à soutenir le jour où il prendrait lui-même la directien de ses intérêts, ce jeune homme recevait une éducation forte et soignée. On lui inculquait des qualités toujours rares même parmi les Polonais, surtout peut-être chez les Polonais: la patience, la persévérance dans les projets, aussi bien qu'une économie qui a pris quelquefois un autre nom en Pologne. Il avait des maîtres qui firent de lui un légiste habile, un humaniste savant, et au besoin un orateur, de telle sorte que le

marquis Wielopolski se trouvait tout à la fois avec une fortune confuse à disputer et toutes les armes d'une intelligence naturellement supérieure, développée par une vigoureuse éducation. Le marquis eut en effet une multitude de procès, où le plus souvent il se presentait lui-même défendant sa cause avec âpreté, avec éloquence, laissant entrevoir déjà une personnalité énergique et irritant ses adversaires. La question n'est point ici évidemment dans la nature de ses affaires de justice, elle est dans cette vie de lutte qui a réagi étrangement sur le caractère, sur le talent et sur la situatien de ce jeune représentant du droit féodal en guerre avec le droit civil moderne. Le marquis Wielopolski a eu tant de procès qu'il a fini par se croire en querelle avec tout le monde, et que tout le monde aussi a fini par se sentir blessé de cette guerroyante humeur. Il en est résulté ce penchant à ne point craindre, à rechercher au contraire ces duels inégaux où il est seul contre tous, et où il se sent d'autant plus fort qu'il est plus isolé.

Lorsque l'insurrection de 1830 éclatait, elle le trouvait au milieu de ces procès qui n'ont fini que bien plus tard, et elle le jetait dans la politique avec cette hauteur d'esprit qui se révèle déjà dans ses dépêches de Londres aussi bien que dans ses discours parlementaires à Varsovie ou dans ses polémiques. En réalité, quelle était sa situation morale au lendemain de la défaite? Il avait vu deux choses redoutables pour une nature comme la sienne: envoyé à Londres, il avait vu l'indifférence de l'Europe devant les plus pressans appels de sa diplomatie; nonce à la diète de Varsovie, il avait vu l'agonie d'une révolution se débattant dans les luttes intérieures à l'approche des Russes. Ce qu'il avait vu dans ces événemens, ce n'était pas le malheur, c'était l'impuissance, plus insupportable encore à son orgueil que le malheur. Il sortait de là avec un ressentiment amer contre l'Occident et avec un dédain complet pour les partis. Il n'était point homme du reste à recommencer dans le

silence, comme le comte André Zamoyski, à disparaître en quelque sorte dans la nation, à renouer patiemment, pratiquement, les fils de cette existence brisée et à chercher dans ce travail, sans illusion comme sans faiblesse, le mot de l'avenir, s'il y avait encore un avenir. Il a pu lui arriver avec le temps de s'intéresser par curiosité à ce travail et de se rendre sur les terres du comte André pour voir ses expériences agricoles, ses essais pratiques d'émancipation des paysans; mais il croyait peu à l'efficacité de ces moyens. Il avait d'un autre côté l'âme trop haute pour aller se soumettre servilement. Conspirer lui semblait aussi puéril qu'inutile; puis c'eût été, je crois bien, être avec quelqu'un.

Il dut y avoir pendant quelques années au sein de cette nature puissante, mais dénuée de naïveté et de sympathie, un débat singulier. Le penseur dédaignait ou comprenait peu les moyens pratiques, le retour à la vie par l'agriculture, par l'industrie. L'aristocrate n'avait que mépris sans compter la haine, pour les conspirateurs, les propagandes démocratiques qui se formaient déjà, et pour ce parti qu'il allait bientôt dépeindre insolemment comme «le parti du désordre social, le rebut de toutes les classes, de mauvais prêtres, de la noblesse de surface, des intendans infidèles, d'anciens sous-officiers, de jeunes démagogues, des propriétaires ruinés, des fermiers endettés, de la valetaille, des communistes.» Le patriote déçu et rejeté dans le sentiment superbe de lui-même n'avait que peu de considération pour «la diplomatie nationale» qui continuait à se tourner vers l'Occident. Puis, qu'on le remarque bien, il y a chez le marquis Wielopolski, sinon une foi unique à la force, du moins un certain respect païen de la fatalité et des décisions de la force. La fortune avait prononcé, on avait été vaincu, il voyait presque de la dignité à ne point se réfugier dans des protestations impuissantes. Le Polonais subsistait encore cependant et il subsiste toujours en lui. Qu'il ressentît la dureté du joug qui pesait sur la Pologne, ce qu'il écrit

aujourd'hui le prouve assez. Il faisait mieux que la ressentir, il la jugeait. Comment échapper à ce cercle fatal d'impossibilités? Telle était la lutte qui se poursuivait au sein de cette vigoureuse nature, tout occupée en apparence à des procès de famille. Le dernier mot de ce travail intérieur éclatait en 1846 au spectacle des massacres qui ensanglantaient la Galicie, et la *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich* était l'expression aussi imprévue que véhémente de cette personnalité solitaire rentrant dans la politique par un acte de foi nouvelle, par un vrai programme offert à la Pologne.

Certes peu d'événemens ont un caractère plus dramatique que ces massacres de la Galicie éclatant en pleine paix, au milieu d'une Europe civilisée. Un gouvernement complice du carnage et de la dévastation, se servant des passions malheureusement excitées chez les paysans par les propagandes démocratiques pour les tourner contre la noblesse elle-même, soudoyant et récompensant une jaquerie, détruisant les classes l'une par l'autre et voyant dans le meurtre un acte de fidélité à la couronne, c'était là un spectacle fait pour exciter l'émotion et l'indignation. La colère s'alluma dans l'âme du marquis Wielopolski, et il écrivit cette lettre d'une éloquence sombre et terrible, acte sanglant d'accusation contre la politique autrichienne et contre le prince de Metternich. «Avant de descendre dans la tombe, disait-il fièrement au prince, vos pieds ont glissé dans le sang: c'est le sang des descendans de cette noblesse qui jadis a versé le sien sous les remparts de Vienne!» Et cet acte d'accusation contre l'Autriche finissait par une exhortation à la Pologne. «Il nous faut prendre un parti, poursuivait le marquis; à cette marche désordonnée et aventureuse que nous suivons jusqu'à ce jour, il nous faut, au moyen d'une résolution hardie qui pourra faire saigner nos cœurs, substituer une conduite saine et tracée par les événements.»

Quelle était cette conduite? C'était d'accomplir un suicide héroïque, d'abdiquer les prétentions d'une nationalité polonaise exclusive, de se fondre dans la grande nationalité slave dont la Russie est la tête. «La noblesse polonaise aimera mieux sans doute marcher avec les Russes à la tête de la civilisation slave, jeune, vigoureuse et pleine d'avenir, que de se traîner coudoyée, méprisée, haïe, injuriée, à la queue de votre civilisation décrépite, tracassière et présomptueuse.» Et puis «un Romanof est trop bon gentilhomme pour laisser, même parmi ses ennemis, assommer ses semblables.» Il fallait donc aller à l'empereur de Russie, tant qu'on pouvait encore faire un don acceptable de soi-même, et lui dire: »Nous venons nous remettre à vous comme au plus généreux de nos ennemis. Nous vous avons jusqu'ici appartenu en esclaves par la conquête, par la terreur, et nous comptions pour rien nos sermens extorqués. Aujourd'hui vous acquérez sur nous un nouveau titre. Unissant désormais nos destinées à celles de votre empire, nous nous donnons à vous en hommes libres qui ont le courage de se reconnaître vaincus... Nous ne stipulons pas de conditions. Vous jugerez vous-même quand vous pourrez vous relâcher de la sévérité de votre loi à notre égard. Pas de réserve donc; mais vous verrez une prière, une prière silencieuse écrite dans nos cœurs en caractères flamboyans, cette seule et unique prière: Ne laissez pas impuni le crime commis par l'étranger sur nos frères de Galicie, et dans leur sang répandu n'oubliez pas le sang slave qui crie vengeance!»

Il y avait bien des choses dans ce manifeste plein d'une sombre passion. Il y avait d'abord sans doute l'indignation excitée par les événemens du moment; mais il y avait encore, on le voit, tout un système de panslavisme vengeur, et cette théorie elle-même cachait surtout la haine de l'Allemand, plus forte que la haine du Russe dans bien des cœurs polonais, la haine et le ressentiment contre l'Occident

pour ses froids abandons et son indifférence, et c'est même ce qui faisait que cette proposition de suicide par l'abdication ressemblait encore à du patriotisme. C'est au moment où se préparaient ces scènes de Galicie, on s'en souvient peut-être, que s'engageait entre Slowaçki et Krasinski une polémique ardente, où le premier jetait ironiquement au *poète anonyme* le nom de *fils de noble*, et c'est en ramassant ce nom de *fils de noble* que le marquis reproduit encore aujourd'hui dans sa brochure récente les mêmes sentimens qu'il exprimait en 1846. «C'est un malheur, dit-il, que nous n'ayons pas su mourir sur la terre natale et que les débris des drapeaux martyrs aient été en exil mendiant la pitié chez des nations de Crésus. Les nations riches ont entendu des plaintes larmoyantes, et ont fait attendre leur pitié à la porte des seigneurs. Une nation de héros a voulu trouver une noblesse chevaleresque chez des épiciers et des marchands de flanelle, et ceux-ci ont dédaigné un héros en lambeaux qui n'a pas su mourir sur le champ de gloire.»

Ce que ce sentiment avait de caractéristique lorsqu'il éclatait dans sa première expression en 1846, c'est qu'en étant l'élan spontané d'une âme soulevée par l'indignation, il s'élevait à la hauteur d'un calcul, d'une politique. Que la destinée faite à un pays partagé entre trois maîtres eût amené cette préconisation de la doctrine de l'anéantissement volontaire au profit d'un des partageans dans une pensée vengeresse, c'était, sans nul doute, la marque d'une situation violente et extrême; cette manifestation inattendue était aussi le signe d'une nature pleine d'elle-même, ne tenant aucun compte de l'opinion, s'inquiétant peu d'être suivie, pourvu qu'elle fît acte de force et d'éclat. Si le marquis Wielopolski n'eût rompu qu'avec le parti démocratique, ce n'eût été rien; mais c'était avec la nation elle-même qu'il rompait. Il avait désormais son attitude, sa doctrine, il avait remporté une de ces victoires comme il les aime: il était seul. Une fois dans cette voie, il y est resté. Un

jour encore cependant, en 1848, il se laissait aller à la tentation d'entrer dans les mouvemens de cette époque, il se mêlait de très près aux affaires de Hongrie, et il trouvait d'autant plus de facilité à s'y mêler qu'il était le beau-frère du général Dembinski, chef momentané de l'armée hongroise. Ce qu'il voulait alors est toujours resté obscur, c'était à coup sûr la haine de l'Autriche encore; mais il ne tardait pas à revenir à son idée, à la logique de son rôle vis-à-vis de la Russie, sans se préoccuper de l'opinion, sans craindre de la braver. Ce qu'aucune famille polonaise n'avait fait volontairement, il le faisait avec une certaine ostentation, comme pour donner la sanction visible des actes à sa théorie: il envoyait son fils servir dans l'armée russe à Saint-Pétersbourg, et au moment du départ, organisé avec apparat, faisant allusion au héros de Miçkiewicz arraché au foyer natal, élevé au milieu des ennemis de son pays et excité aux luttes patriotiques par le vieux *waidelote*, il disait à son fils: «Surtout pas de Wallenrod!» C'était la traduction du mot de la *Lettre au prince de Metternich*: pas de réserve! Le marquis Wielopolski d'ailleurs agissait de même en tout, restant à peu près étranger à ce qui se passait en Pologne pour relever le pays, refusant d'entrer dans la Société agricole, où on lui offrait pourtant une des premières places, se réservant toujours en un mot avec un mélange d'audace et de calcul. L'empereur Nicolas, tant qu'il vécut, était peu sensible, il faut le dire, à ces avances et à ces manifestations. Que le marquis se donnât ou ne sé donnât point, c'était pour lui exactement la même chose: le fier gentilhomme polonais ne voyait pas qu'aux yeux d'un prince comme l'empereur Nicolas il y avait encore trop du rebelle dans sa manière de s'offrir, dans sa façon de traiter les Romanof de gentilhomme à gentilhomme, et trop d'orgueil dans sa soumission. Le moment n'était pas venu pour lui; il fallait un autre souverain et d'autres circonstances. Chose plus extraordinaire, il a fallu, pour que le marquis

Wielopolski devînt possible, pour qu'il touchât au but de son ambition, le pouvoir, pour qu'il pût se jeter avec une impétuosité audacieuse sur les affaires, il a fallu que ce mouvement, auquel il dédaignait de se mêler, et dont le comte André a été le plus actif promoteur, devînt une sensible et vivante réalité.

Et maintenant qu'on rassemble ces traits divers, qu'on observe ces deux hommes partant du lendemain 1831 pour suivre des voies si différentes, on compendra peut-être comment, dans les événemens de 1861, l'un s'est trouvé, sans nulle préméditation ambitieuse, être le représentant naturel des vœux, des intérêts, des espérances de toute une population revenue à la vie, tandis que l'autre a pu être une dernière ressource pour gouverner la Pologne, — comment le comte André Zamoyski, présent à Varsovie ou éloigné du pays, est toujours une puissance morale, tandis que le marquis Wielopolski, soutenu uniquement par son énergie, est devenu une sorte de dictateur placé entre la Russie, qui le surveille, et la nation, qu'il irrite ou qu'il étonne. Je n'ai point le dessein de raconter les événemens, encore présens à tous les esprits, qui éclataient au commencement de 1861 sous une forme aussi imprévue que saisissante, qui se déroulaient à travers des répressions décousues jusqu'aux scènes du sac des églises au 15 octobre, et qui, après quelques mois d'une recrudescence de rigueur, ont conduit au gouvernement actuel du royaume avec le grand-duc Constantin pour lieutenant impérial et le marquis Wielopolski pour premier ministre; mais ce qui est aussi curieux que la marche heurtée des faits, c'est le mouvement des idées, des politiques, des passions et des caractères depuis le premier jour où, selon l'expression du marquis Wielopolski lui-même, «une étrange sainteté s'était emparée de la masse du peuple, où l'ordre était maintenu par des enfans.» Il y a dans la récente publication du marquis un mot révélateur. Ce fut une faute, assure-t-il, de la part

des chefs de la société nationale. — et par ces chefs il entend surtout le comte André. — ce fut une faute de ne pas s'emparer de cette situation pour la régler, pour préciser les vœux et les besoins du pays, de se borner à une adresse qui n'était significative que par le vague qui s'y laissait voir: c'était livrer le mouvement à lui-même et le laisser devenir la passion d'un peuple. C'est qu'en effet, dans tous ces événemens, ce n'est point le rôle du comte André de formuler des programmes, de préciser des politiques. Sa politique, c'est d'être tout entier du côté de la nation, de s'identifier avec elle, en la guidant et en la modérant sans doute, mais aussi sans diminuer ou altérer sa pensée, de rester en mot un chef moral, l'expression vivante, ingénue et sensée de tout un ordre nouveau. Pas un seul instant il ne sort de la légalité; mais le jour où on lui demande quel est le moyen de pacifier le pays, il répond avec simplicité: «Il n'y en a qu'un probablement: alles-vous-en! Vous voyez à quoi vous avez réussi, vous ne réussirez pas davantage.» Le jour où il se trouve devant le prince Gortchakof, lieutenant du royaume, que les agitations de Varsovie troublent et qui lui offre en quelque sorte le combat, il dit: «Non, pas d'armes, pas d'insurrection! Nous ne nous révolterons pas, et nous attendrons.» C'est le mot de sa conduite: se tenir debout sans révolte et sans abdication, accepter le bien, même insuffisant, y concourir, si on le peut, et vivre. Et la question grandissant, s'étendant du royaume aux anciennes provinces polonaises de la Russie, cet homme d'une ingénuité embarassante, envoyé à Saint-Pétersbourg avec une escorte de gendarmes, est un jour devant l'empereur lui-même comme le représentant naturel non d'une politique, mais d'un pays, n'ayant pour être audacieux qu'à rappeler les engagemens et les promesses de l'empereur Alexandre I.

Quel est au contraire le rôle du marquis Wielopolski? C'est la lutte d'une volonté assurément puissante, mais toute

personnelle, pour se frayer une issue, pour arriver à dominer ce mouvement, à lui imprimer son cachet. Il s'impose dès le premier moment, il veut s'imposer aux Polonais, en leur dictant une adresse qui commence par un acte de repentir du passé, de la révolution de 1830, et, cette adresse étant écartée, il refuse avec hauteur de souscrire à celle de tout le monde. En même temps il s'impose aux Russes en désarroi au nom de cette agitation polonaise elle-même, contre laquelle la force est impuissante. Une fois au pouvoir par sa nomination au poste de directeur de l'instruction publique et par le premier acte de réforme de l'empereur Alexandre II., au mois de mars 1861, il entre en quelque façon dans son domaine. Il le dit au reste lui-même: il est directeur de l'instruction publique; cependant les affaires de l'intérieur ont aussi besoin d'une énergique impulsion, et il prend l'intérieur; la justice a également besoin d'une main forte, et il prend la justice. Il n'a point d'auxiliaires, il sent le vide se faire autour de lui, et il suffit à tout. D'un côté, il dissout la Société agricole, dont il reconnaît les services, sous prétexte qu'il ne peut admettre un état dans l'état; il s'associe aux répressions sanglantes du 8 avril; il gourmande le clergé. D'un autre côté, il engage avec ce qu'il appelle «l'ancien système,» avec les autorités russes elles-mêmes, un conflit de tous les instans, pour faire prévaloir une ombre de légalité, le nouveau système de réformes, une certaine autonomie administrative. Il tient tête au successeur du Prince Gortchakof, le vieux général Souchozanett, qui ne comprend rien à cet étrange personnage. Un instant, à l'automne de 1861, il semble avoir vaincu le «vieux système» avec Souchozanett et triompher par l'arrivée à Varsovie d'un nouveau lieutenant, le comte Lambert, envoyé en messager de paix; mais les scènes du 15 octobre éclatent, la reaction triomphe plus que jamais, et alors, assez fier pour ne pas accepter sa défaite, assez perspicace pour ne pas s'associer à une compression sans limites, il

se retire un moment sous sa tente; il se rend à Saint-Pétersbourg en négociateur, et quelques mois après il revient à Varsovie, maître du pouvoir, avec le grand-duc Constantin. Ce qui se passait à Pétersbourg, le marquis lui-même le dit ou le laisse entrevoir. «Il y eut un moment de lutte terrible entre les partis à Saint-Pétersbourg, chacun comprenant autrement les intérêts de la Pologne, son rapport avec l'empire et sa position dans la famille des peuples européens. Partout l'abdication des vieux systèmes est pénible et dangereuse. C'est ainsi que dans l'empire abdiquait le système persistant et opiniâtre des gouvernemens militaires. Le marquis disait déjà presque adieu à ses espérances; il s'apprêtait à partir et était déjà préparé à dire adieu non-seulement à ses vues politiques, mais encore à son bonheur domestique, car après sa défaite il ne lui eût pas été facile de se justifier devant la nation, lorsque la noblesse de l'empereur Alexandre donnait une victoire définitive à la politique du marquis. Le marquis a seul remporté cette victoire sans aucun appui; il l'a remportée par sa grande logique et sa volonté inébranlable...»

Personnage certes d'une originalité bien différente de celle du comte André Zamoyski, mais d'un vigoureux relief, et qui éclate dans cette manière même de s'ouvrir un chemin, de conquérir le pouvoir et de le garder! Figure au moins bizarre où la volonté, le dédain et le calcul ont une prédominance inquiétante sur toutes les autres facultés morales! Ce qu'il y a de caractéristique chez le marquis Wielopolski, c'est cette allure superbe de l'homme qui passe à travers toutes les colères et les suspicions avec l'imperturbable assurance d'un orgueil souverain, qui porte comme un fardeau léger le sentiment de son impopularité et du vide fait autour de lui, brave les défiances, irrite les Polonais dans leurs susceptibilités les plus vives, les blesse et les froisse dans leurs instincts, trouve étrange qu'on ne quitte pas le deuil parce qu'il monte au pouvoir, mais qui

en même temps relève en quelque sorte l'individualité polonaise en portant au camp russe son humeur hautaine, la raideur indépendante d'une nature aussi peu faite pour la servilité que pour la crainte. «Il se fera sa place,» disait-on l'an dernier à Saint-Pétersbourg, un jour que les grands-maîtres de l'étiquette étaient fort embarrassés de savoir à quel titre il fallait admettre ce personnage sans uniforme, en habit noir, n'ayant aucun rang dans le *tchine*. Et en effet, au moment de la réception, le marquis se fit sa place: il alla tranquillement et spirituellement se ranger dans le corps diplomatique, presque comme le représentant d'une nation étrangère. Quand il parle de l'empereur dans ses rapports avec la Pologne, il ne l'appelle que le roi, et il maintient très distincte la limite entre les affaires polonaises et les affaires de l'empire. Il n'y a pas longtemps encore, un général, gouverneur de Lublin, arrivait à Varsovie et se rendait chez le grand-duc pour lui faire un rapport sur la situation du pays. Le grand-duc le renvoya au marquis; celui-ci, après avoir fait attendre d'abord le général et l'avoir ensuite écouté pendant un quart d'heure, parlant en russe, lui dit gravement; «Je n'entends pas cette langue.« Aujourd'hui, depuis les attentats qui se sont succédé, le marquis Wielopolski ne sort dans Varsovie qu'entouré de gendarmes et de cosaques; mais à son arrivée, il y a quelques mois, il refusait d'entrer dans le palais qu'il habite tant qu'une sentinelle russe était à la porte. Il y a toute une legende de ces saillies d'humeur du marquis Wielopolski, de telle sorte que cet homme singulier, rude et suspect aux Polonais, n'est pas moins parfois pour les Russes une énigme irritante par tous ses procédés, et qu'il pourrait bien y avoir du vrai dans ce qu'on a dit, que l'empereur Alexandre n'avait consenti à lui livrer le gouvernement civil du royaume qu'en plaçant au-dessus de lui le grand-duc Constantin. Quelle est donc sa force? C'est sa volonté, une irrécusable vigueur d'intelligence et de caractère mise au service d'une expé-

rience qui est peut-être la dernière pour la Russie vis-à-vis de la Pologne, après laquelle du moins il ne reste plus que l'alternative entre une justice plus complète et une recrudescence des gouvernemens militaires.

Ce n'est point évidemment une tentative vulgaire, et à saisir de plus près toutes les pensées qui s'agitent dans l'esprit du marquis Wielopolski, cette lutte engagée avec l'impossible, on a sous les yeux un système combiné et pratiqué avec une surprenante énergie. Ce n'est point dans tous les cas la conséquence qui manque à ce système, dont les déductions ne s'écroulent que devant l'image souveraine du droit. Le marquis Wielopolski, je l'ai dit, est fier de sa logique. Tout se tient ici. Que peut la Pologne dans la situation qui lui est faite? Où est sa ressource? — — L'Occident! Elle lui a adressé des appels désespérés, et elle n'a point été entendue; elle a essuyé les dédains des puissans et des forts. — Peut-elle compter uniquement sur elle-même? C'est la plus vaine espérance de prétendre avoir raison par les armes, par l'insurrection, de trois grands états. Entre ces trois maîtres cependant, où est le plus antipathique, le plus dangereux? Il est en Allemagne, non-seulement dans les cabinets liés par la tradition des partages, mais encore plus dans l'ambition de la race elle-même, telle qu'elle s'est manifestée en 1848. Il ne reste donc qu'à se tourner vers la Russie, à s'allier à elle.

Autre face de cette situation: lorsque survint la défaite de 1831, on eut tort de s'abandonner, de se réfugier dans une retraite hostile ou dans l'émigration. Ces trente mille personnes des classes éclairées qui émigraient, dit le marquis, c'était la lumière qui disparaissait du pays. On sacrifiait l'intérêt social à l'intérêt politique de l'indépendance. On eut tort encore en 1855 de ne point profiter de l'adoucissement et des velléités réformatrices d'un commencement de règne. Le mouvement de 1861 éclatant, on ne pouvait renouveler la même faute. Il fallait donc, dans l'intérêt

social, accepter la situation pour en tirer le seul parti possible par l'alliance avec la Russie, ramenée à une intelligence plus juste de la nécessité; mais dans quelles limites pouvait-on s'allier avec la Russie? Si on lui demandait ce qu'elle ne pouvait donner; on n'aurait rien. Ce qu'on pouvait obtenir au contraire, c'était l'autonomie des lois, des institutions, de l'administration, de la langue, de la vie morale. J'irai plus loin. On ne peut méconnaître que sur ce terrain, une fois accepté, le marquis Wielopolski ne se soit mis à l'œuvre avec une énergique puissance de travail. C'est ainsi qu'il a résolu définitivement la question des paysans, qu'il a donné la vie au conseil d'état du royaume, désormais composé de notables du pays, et aux conseils de district, qu'il a créé une certaine autonomie administrative en éloignant presque tous les fonctionnaires russes du royaume, et que dans l'instruction publique il a réalisé de vraies réformes, rouvrant l'université, appelant de nouveaux professeurs, allant même les rechercher, soit dans les autres provinces polonaises, soit dans tous les pays slaves. Enfin plus au fond, dans quelque repli mystérieux de l'esprit du marquis Wielopolski, il se peut qu'il y ait la pensée de faire, avec le temps, du royaume une sorte de centre renouvelé, de foyer rayonnant sur toutes les contrées polonaises, comme un Piémont du nord lentement formé aux côtés de la Russie.

C'est tout, je crois. Il n'y a qu'un malheur; c'est que cette entreprise, si logiquement conduite en apparence, périt dans l'application au courant des impossibilités qui naissent des circonstances, de la situation du pays, du caractère même de l'homme en qui elle se personnifie et des pensées qui l'inspirent. Sans parler du droit toujours vivant, il se peut qu'une telle tentative eût eu quelque chance il y a un demi-siècle, il y a quarante ans, lorsque tout n'était point encore si fatalement compromis, avec un souverain comme l'empereur Alexandre I., qui gardait une certaine prédilection pour la Pologne. Et ici je ne peux m'empêcher de songer à cet

autre Polonais éminent, le prince Adam Czartoriski, qui avait eu un jour une pensée de ce genre; elle avait été naturelle autrefois, lorsque le prince Adam, après la défaite de l'insurrection de Kosciusko, était envoyé en otage à Saint-Pétersbourg, s'attirait la sympathie d'Alexandre, alors grand-duc, et devenait son ami. Alexandre le faisait venir souvent à Tsarskoe-Selo, et les deux jeunes gens allaient se promener le matin dans les jardins. Pendant ces excursions, ils échangeaient des rêves généreux. Alexandre laissait voir de l'attendrissement pour la Pologne, le regret des partages accomplis, des desseins libéraux. Plus tard, s'il ne fit pas tout ce qu'il promettait, il donnait du moins à la Pologne la constitution de 1815, une diète, une armée, une semi-indépendance. Encore en 1825, se trouvant à Varsovie, il allait voir le comte Zamoyski, marié à une sœur du prince Adam et père du comte André. Là, faisant venir les jeunes gens, comme il le disait, il parlait devant eux de ses intentions persistantes de faire plus qu'il n'avait fait, de réunir au royaume les anciennes provinces polonaises. Alors, bien que les illusions eussent déjà singulièrement diminué, cette tentative avait du moins encore peut-être quelque chance. Tout a changé prodigieusement. Entre cette époque et la nôtre, il y a le règne de l'empereur Nicolas, vingt-cinq ans de cette compression sans limites que je décrivais, toute une période pendant laquelle le sentiment national s'est exalté par la souffrance, et c'est le marquis Wielopolski lui-même qui dit que ce terrible régime a créé une incurable défiance de tout ce qui vient des autorités russes, défiance que n'a pas affaiblie à coup sûr ce que l'empereur Alexandre II a dit quelquefois aux Polonais: «Pas de rêverie! ce que mon père a fait est bien fait.» C'est donc dans des conditions aggravées, compromises, altérées, que se produit cette tentative, devenue d'autant plus difficile, fût-elle sincère et sérieuse, que contre elle se relèvent et les souvenirs d'un passé trop récent pour être oublié, et les défiances

nées de ce passé, et les instincts nationaux mûris dans le silence douloureux d'une vie comprimée. C'est là une difficulté contre laquelle le marquis Wielopolski a toujours à lutter, et elle se manifeste à chaque instant sous toutes les formes.

Il y en a une autre qui tient à cette étrange nature, composée surtout de force, de dédain, de calcul, et placée en face d'une situation morale sur laquelle elle n'a en quelque sorte aucune prise. Qu'on y songe bien en effet: on est ici en présence d'une nation qui a passé sa vie depuis un siècle à se débattre contre l'impossible, à déjouer toutes les combinaisons, et chez qui la politique a tendu pendant longtemps à supprimer l'instruction, le développement supérieur de l'intelligence, la lumière. Que reste-t-il? Le sentiment, l'instinct, d'autant plus puissant, d'autant plus irrésistible chez une race comme la race slave, naturellement portée à la rêverie, à un certain mysticisme. L'instinct alors s'exalte par la souffrance, son unique aliment; il devient d'une susceptibilité douloureuse. Il en résulte une éducation toute nouvelle, entièrement spontanée, faite dans le silence par le malheur et le désespoir. Que ce soit la faiblesse d'une société, c'est aussi la force intime, insaisissable, par laquelle on la voit se défendre. C'est ce qui est apparu dans les manifestations de 1861, dans cette adresse des ouvriers de Varsovie qui parlait naturellement le langage d'une naïve et sombre mysticité. Tout est inspiration et sentiment. D'où est venue cette idée de deuil pris par tout un peuple, si ce n'est de là? Qui a eu cette idée, devenue immédiatement une réalité? Vous y chercherez des mots d'ordre, des contraintes, des menaces d'associations inconnues: les chefs de secte ne s'emparent pas de tout un peuple. Pour agir sur une telle nation, il faut sentir, comprendre du moins ce qu'elle sent, ce qui s'agite dans son âme, ce qui est sa douloureuse essence. C'est une société ainsi faite que le marquis Wielopolski a entrepris de gouverner et de sou-

mettre par sa rudesse hautaine, par les calculs de sa politique, par des qualités sans doute puissantes, mais négatives, et il est arrivé ce qu'il dit, «qu'au lieu de trouver un appui dans la masse des hommes capables, sensés et aimant le bien public, dès qu'il est arrivé au pouvoir, il a rencontré des milliers de colères, de haines et de malédictions.» Je ne sais, puisque j'ai parlé du Piémont, s'il est venu à l'esprit du marquis Wielopolski qu'il y aurait place aussi au nord, quoique dans des conditions différentes, pour le rôle et l'action d'un comte de Cavour; on l'a dit quelquefois, on l'a soupçonné. Je ne parle pas de la différence des situations: mais M. de Cavour avait en lui-même ce point par lequel un homme d'état est en communication avec un peuple; au milieu de toutes ses combinaisons, il avait l'âme libérale et sympathique, et c'est ce qui a fait sa puissance. Il n'est point enfin jusqu'à cette haine de l'Occident, érigée par le marquis Wielopolski en système, qui ne soit un des embarras de sa politique. La Pologne a souffert de l'indifférence et de l'abandon: elle n'a point été secourue; elle ne tient pas moins à l'Europe par les traditions, par la civilisation, par la religion; vingt fois déçue, elle n'a point désespéré, et au fond d'où vient qu'elle se relève à demi aujourd'hui, que tout ce qui la touche redevient une question, si ce n'est des mouvemens contemporains de l'Occident, de cet avénement du droit des nationalités qui se fait reconnaître, qui ébranle toutes les vieilles organisations? Le marquis Wielopolski lutte ainsi contre tout, contre les circonstances, contre l'instinct d'un peuple, contre lui-même, contre les espérances que toute une situation européenne réveille et entretient.

De là cette condition étrange d'un homme qui a besoin de la force de la Russie pour maintenir la Pologne, pour marcher à la réalisation de son système, mais qui a besoin aussi de ce mouvement polonais, qu'il s'efforce de maîtriser, pour se soutenir vis-à-vis du gouvernement russe, — d'un

homme dont la politique est moins l'expression des vœux. des besoins véritables d'une société, que le triomphe d'une personnalité débordante, implacable st superbe, qui arrive avec une redoutable naïveté à ne voir qu'elle et à considérer toute résistance comme un effort anarchique à briser. De là aussi le cercle vicieux d'efforts et d'impossibilités où il se débat, où le bien même qu'il fait laisse froid, où la lutte est au fond de tout. Je ne vois qu'une chose assez vraie dans une récente brochure française sur *le grand-duc Constantin, le marquis Wielopolski et les Polonais*, c'est ce que dit l'auteur: «La Pologne et devenue une sorte de champ clos où le gouvernement use ses forces contre le révolution sous les regards malveillans d'une immense multitude hostile bien qu'immobile.» C'est pourtant une apologie du marquis et du système de gouvernement inauguré il y a quelques mois à Varsovie. Au commencement encore, le marquis Wielopolski avait quelques amis qui l'aidaient dans son œuvre; à mesure que sa politique s'est déroulée, ou plutôt que sa personnalité s'est donné libre carrière, les uns se sont éloignés, les autres se refroidissent, dit-on; la masse du pays résiste. Et ici, qu'on le remarque bien, tout s'enchaîne avec une redoutable logique; les procédés d'une politique superbe produisent l'irritation, qui est allée jusqu'à des tentatives de meurtre contre lesquelles le marquis s'indigne justement après avoir opposé aux meurtriers un dédaigneux courage, et en même temps les résistances redoublent chez cet homme singulier l'opiniâtreté, la passion de la lutte et de la domination; elle l'irritent et le poussent à toute faire pour les dompter, elles l'irritent même d'autant plus qu'elles sont plus modérées. Il est convaincu, dit-on, qu'il suffirait d'enlever un millier de personnes dans le royaume pour que tout fût facile; il se trompe évidemment; mais c'est là le piège et l'entraînement, est c'est ainsi que de conséquence en conséquence la politique dont il est l'âme et le conseil, après avoir commencé par les promesses

d'une ère nouvelle, aboutissait récemment à ces deux faits: l'application du recrutement militaire dans le royaume et l'envoi à Saint-Pétersbourg du comte André Zamoyski, aujourd'hui éloigné du pays, sinon exilé, comme si cette figure eût été importune, comme s'il y eût eu un péril dans la présence à Varsovie de cette autre représentation vivante d'une politique toujours debout.

Ce n'est rien sans doute que le recrutement, c'est du moins une condition acceptée sans révolte dans les pays où c'est une obligation relevée et allégée par le prestige d'un devoir national commun à tous et par la durée limitée du service militaire. En Pologne, c'est le supplice poignant et redouté d'une société qui non-seulement voit ses enfans dévoués à un service étranger s'en aller au Caucase, à Orenbourg, jusqu'aux frontières les plus reculées de l'empire, mais qui encore se dit qu'elle ne les reverra plus jamais. C'est le pays périodiquement moissonné dans sa fleur. Je lisais hier encore dans un rapport tout récent du conseil du district de Piotrkow, peinture assurément peu flatteuse et significative de l'état d'abandon où est restée cette partie du royaume pendant trente ans, je lisais, dis-je, que de 1833 à 1856 plus de onze mille jeunes gens ont été enlevés à ce seul district comme recrues: quatre cent quatre-vingt-dix-huit seulement sont revenus, la plupart ayant perdu leur religion, leur langue, leurs coutumes, et impropres à tout travail. Aussi le conseil de Piotrkow déclarait-il le recrutement «le plus grand des malheurs» dans les conditions actuelles, et c'est bien là, ce me semble, une *illustration* de ce que le marquis Wielopolski appelle «le gouvernement improductif.» Depuis la guerre de Crimée cependant, tout recrutement avait été suspendu dans le royaume comme en Russie, quand l'ordre d'une levée générale est survenu il y a quelques mois. Alors on s'est ému de nouveau en Pologne; on a frémi de ces départs sans retour. Il y avait même à côté une raison de plus, c'est que le recru-

tement allait jeter un trouble profond dans le travail pratique d'émancipation des paysans, et cette raison, les conseils de district l'ont invoquée auprès du gouvernement à Varsovie. Qu'a fait alors le marquis Wielopolski avec ses habitudes de calcul, ses enivremens de force et sa pensée secrète d'étendre les foyers d'agitation? Il a saisi l'occasion de frapper un coup politique. Il a reconnu et a facilement fait admettre à Pétersbourg la nécessité d'exempter les campagnes de la conscription, mais en adoptant une combinaison qui mettait dans ses mains une arme terrible et assurait toujours au gouvernement russe son contingent militaire. Comme il n'y avait aucune raison d'étendre aux villes l'avantage accordé aux campagnes, c'était dans les villes qu'on prendrait les soldats, et comme dans ces conditions le recrutement devenait une opération exceptionnelle qui sortait des règles ordinaires, c'était l'administration qui restait chargée de désigner les jeunes gens appelés ou condamnés au service militaire. Le marquis Wielopolski avait donc atteint son but en s'armant contre les élémens agitateurs rassemblés dans les villes, contre la partie éclairée de la population qui lui résiste, et qui était désormais livrée à sa discrétion; mais en même temps il blessait profondément le pays dans un de ses plus vifs instincts, et il ne faisait qu'amasser contre lui de nouvelles colères.

N'est-ce point aussi un entraînement de cette politique à outrance, où la force n'exclut pas toujours la ruse, qui a conduit à l'éloignement du comte André Zamoyski? Le crime du comte André était uniquement après tout de rester l'expression vivante d'une idée modérée, mais ferme en présence de la personnalité superbe du marquis Wielopolski, et de n'avoir pas cru que tout était sauvé parce qu'un grand-duc était arrivé à Varsovie. Au mois d'août 1862, le grand-duc Constantin adressait au pays une proclamation qui était un appel à tous les concurs et à tous les dévouemens patriotiques. Ce fut l'origine d'une manifestation qui n'avait, à vrai dire, rien que de simple. Plus de

trois cents propriétaires se réunissaient à Varsovie pour répondre à cet appel, et ils rédigeaient une adresse où ils promettaient en effet leur concurs à deux conditions: c'est que la Pologne retrouverait ses institutions nationales distinctes, et que les anciennes provinces polonaises incorporées à la Russie seraient réunies au royaume. Ceux qui avaient proposé cette adresse se rendirent chez le comte André, qui était l'homme naturellement désigné pour être leur interprète auprès du grand-duc. Au fond, le marquis Wielopolski surveillait ce mouvement, et sa pensée, qu'il ne dissimulait même pas, était de le laisser mûrir, de laisser la manifestation s'accomplir, pour mettre la main sur un flagrant délit de crime d'état, et faire juger avec éclat tous ceux qui s'y étaient associés. Ce calcul d'une passion vindicative fut déjoué d'abord parce que le grand-duc Constantin, plus maître de lui, aimait mieux, comme il le disait, prévenir que faire de ces actes de force, puis parce que le comte André, avec une finesse naturelle et sa préoccupation de légalité, engageait tous les propriétaires à ne rien signer; mais la manifestation n'était pas moins significative. Le comte André était appelé chez le grand-duc et prévenu qu'il devait se rendre à Pétersbourg pour s'expliquer devant l'empereur. Deux heures après, des officiers de gendarmerie tombaient chez lui pour le prendre et le conduire dans son voyage. C'est à la suite de cette excursion fort involontaire, très protégée à Petersbourg, qu'avait lieu, on le sait, une entrevue entre l'empereur Alexandre II et le comte André Zamoyski. Je n'ai point évidemment la prétention de pénétrer le secret d'une conversation ainsi engagée. Ce qui en a été connu à Saint-Pétersbourg laisse entrevoir l'attitude naturelle des deux personnages; l'un hésitant et perplexe, l'autre défendant avec une vive et ferme honnêteté la cause de son pays. Tantôt l'empereur Alexandre paraissait comprendre le mécontentement de la Pologne et déplorer la fatalité qui pesait sur sa politique, tantôt il en

revenait à dire que décidément il n'y avait d'autre moyen pour gouverner les Polonais que le système de son père, la terreur. Le comte André répondait que cela avait peu servi, et rappelait la politique toute différente, les engagemens et les promesses de l'empereur Alexandre I; mais Alexandre II était peu sensible à ces souvenirs de son oncle, qu'il traitait de chimérique. Embarrassé du reste, il répétait plus d'une fois qu'il demanderait à Dieu de l'éclairer. L'empereur Alexandre terminait l'entretien en disant à son interlocuteur: «Je ne vous retiens ni à Pétersbourg ni dans une prison; je ne veux pas faire de vous un martyr. Vous irez à l'étranger, et j'espère que vous ne me traiterez pas en ennemi. — Sire, dit le comte André, j'emporte votre promesse de demander à Dieu de vous éclairer.» Le comte Zamoyski partait en effet pour l'étranger; le marquis Wielopolski est resté tout-puissant à Varsovie. Il a peut-être respiré plus librement le jour où il n'a plus rencontré devant lui cette honnête et ferme figure. Ce qui est fait pour l'embarrasser pourtant, ce n'est pas le comte André, c'est l'idée morale et nationale qu'il représente, et qui est toujours là.

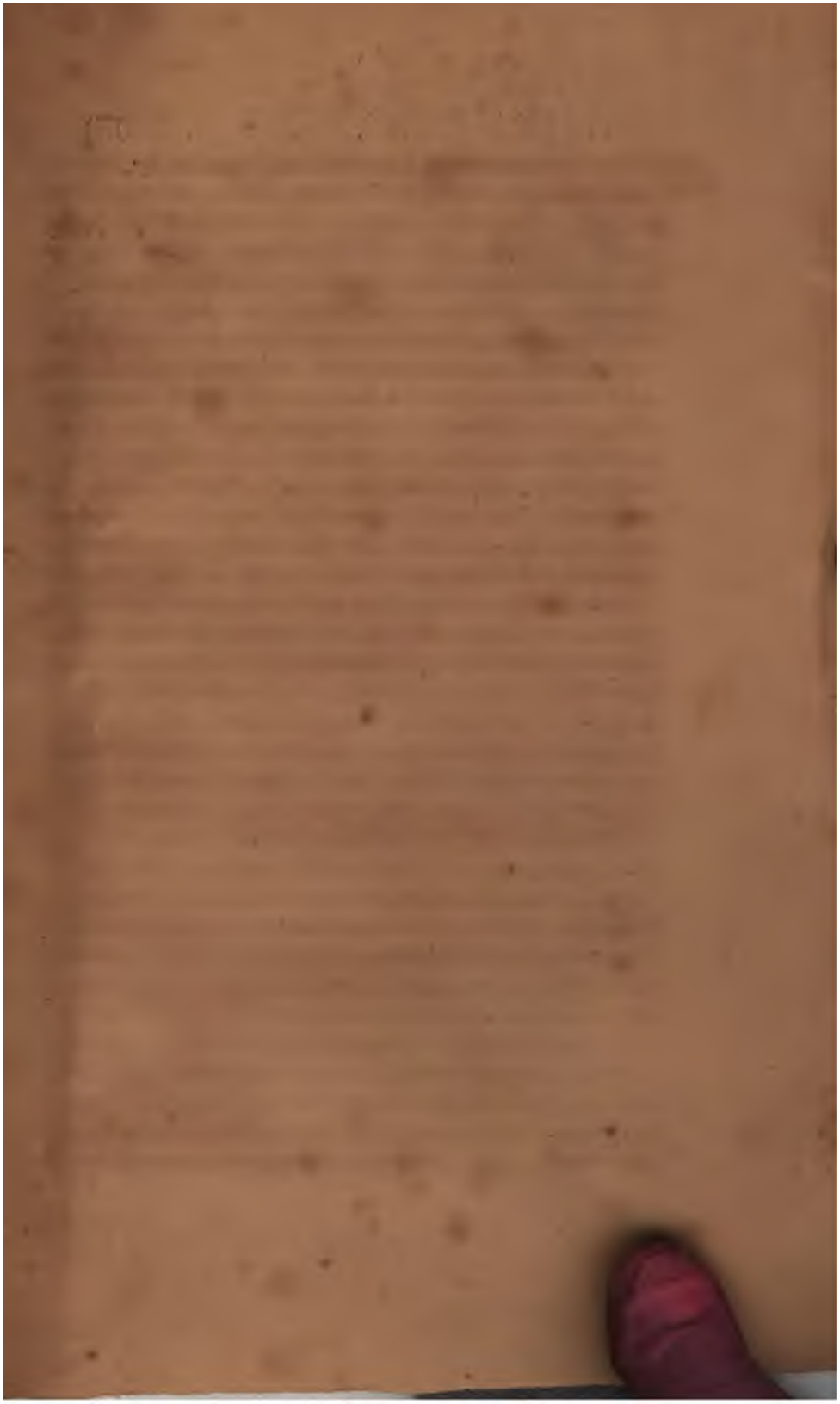
Ainsi se développent jusqu'au bout, fidèles à eux-mêmes, ces deux types, ces deux caractères: l'un restant sans faiblir l'expression d'un sentiment qui ne fait que s'élever et s'accroître, l'autre portant la force et l'orgueil dans les conceptions de l'esprit comme dans les actions de la politique. Chose curieuse, il y a vingt ans, en plein règne de l'empereur Nicolas, c'était le comte André qui était l'homme pratique, tout aux affaires, tandis que le marquis Wielopolski était l'idéaliste sombre et amer, l'homme placé en dehors de la réalité. Aujourd'hui c'est le marquis qui a la prétention d'être tout à la réalité, à la politique positive; c'est le comte André qui est en dehors de tout, qui ne peut même être dans son pays, et qui attend avec la force sûre d'une idée morale. L'un et l'autre néanmoins avec leurs con-

trastes sont assurément l'expression la plus frappante, quoique la plus diverse, de la vitalité d'une nation. Bien évidemment une société qui produit de tels caractères a dans son sein tout ce qui fait vivre. Il y a trente ans, le marquis Wielopolski écrivait dans son mémoire à lord Palmerston: «On ne commande pas à l'existence d'une nation, et il n'y a pas de politique qui soit capable de faire la loi à la nature des choses, c'est-à-dire à la loi de Dieu. Lorsqu'une nation a tous les élémens pour exister, elle vit malgré la mort qu'on prononcerait conte elle dans des traités et des manifestes; elle existe sourdement sous l'édifice artificiel qu'on s'est plu à construire dans la supposition de son anéantissemant.» Lorsque le marquis Wielopolski écrivait ces paroles, il ne se doutait pas que trente ans plus tard il proposerait à la Pologne d'accepter son sort par héroïsme de désespoir, et qu'en étant lui-même le propagateur, le serviteur de cette politique, il serait un argument vivant contre ses doctrines de suicide national et d'anéantissement volontaire.

CH. DE MAZADE.

(Tiré de la Revue des Deux Mondes.)

Imprimerie Ch. Kœpsel à Berlin.



LIBRAIRIE B. BEHR (E. BOCK)

BERLIN, 27 Unter den Linden.

ABOUT, E. La Prusse en 1860. 10 ¦

AFFAIRES de Pologne. 8. 10 ¦

L'ART de combattre l'armée française. 1860. 10 ¦

BEITRAG zur russischen Finanzlage. Eine Stimme aus [illegible] land im Jahre 1859. 2. Auflage. 1860. 12 ¦

BROCHURE, la, du duc d'Aumale. 8. 1861. 7½ ¦

CYBULSKI, Dr., Slavische Namen der Insel Potsdam und d[illegible] allernächsten Umgebung. 8. 1859. 10 ¦

L'EMPIRE Ottoman et ses adversaires. 2. édit. 8. 1859. 15 ¦

L'EXPROPRIATION (de) des biens privés. 8. 1860. 10 ¦

GIGOT, A., La Pologne en 1859. 12. 1859. 7½ ¦

GUÉRONNIÈRE, A. de la, La France, Rome et l'Italie. 8. 1861. 15 ¦

LETTRE sur l'histoire de France, Rome et l'Italie. 8. 1861. 7½ ¦

MONSIEUR Napoléon Bonaparte (Jérome). 12. 1861. 7½ ¦

NOUVELLE, la, Sainte-Alliance. 8. 1861. 10 ¦

POLITIQUE, la, française devant l'Europe. 8. 1859. 10 ¦

POLOGNE-RUSSIE. 8. 1861. 5 ¦

RÉPONSE d'un honnête homme à l'œuvre anonyme [illegible] titre de „Notices sur les familles illustres et titr[illegible] de la Pologne. 8. 1862. 8 ¦

ROSES matinales sur les glaciers des monts slaves, suivies [illegible] quelques considérations, concernant la nuit qui couvre enc[illegible] les vallées. 8. 1861. 1 t[illegible]

RYKACZEWSKI, E., Grammaire de la langue polonaise. 8. 18[illegible] 2 t[illegible]

TROIS Mémoires sur la Pologne. 8. 1861. 15 ¦

VERITÉ, la, sur la question Italienne, par un russe. 8. 1862. 10 ¦

INVENTARIUM omnium et singulorum Privilegiorum, Litterar[illegible] Diplomatum, Scripturarum et monumentorum quaecunque archivo Regni in arce Cracoviensi continentur per commissa[illegible] a sacra Regia Majestate et Republica ad revidendum et [illegible] notandum omnes scripturas in eodem archivo existentes de[illegible] tatos confectum anno domini 1862. 8. 1862. 2[illegible]

KOSZUTSKI NESTOR. Die polnische Frage im Lichte [illegible] Socialwissenschaft. Sendschreiben an Herrn Schultze-[illegible] litzsch. 8. 1862. 15 ¦

LETTRES de Pierre des Noyers, secrétaire de la reine de Polo[illegible] Marie-Louise de Gonzague, pour servir à l'histoire de Polo[illegible] et de Suède de 1655—1659. 8. 1859. 3 t[illegible]

Imprimerie Ch. Koepsel à Berlin.

DK 437 .R3 C.1
Memoires sur la Pologne.
Stanford University Libraries
3 6105 040 028 214

DATE DUE

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004